



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-06-01 / 2019-06-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} juin.

Beni : David Gressly salue la mémoire des 7 casques bleus tombés lors des combats contre les ADF. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en charge des opérations dans l'Est, David Gressly, a salué la mémoire des sept Casques bleus tués l'année dernière, dans des opérations de lutte contre les rebelles ougandais des ADF. « Ici à Beni, sept casques bleus sont morts l'année dernière dans la lutte contre les ADF sous le drapeau des Nations Unies. Le Soldat Chitete et six autres soldats de la paix ont été tués au cours de l'opération Usalama en novembre dernier qui s'est avérée cruciale pour repousser les ADF loin de Beni », a rappelé David Gressly. Selon lui, les combats contre les rebelles ougandais des ADF ont permis à la ville de Beni d'être suffisamment sécurisée « pour que les activités de la riposte contre Ebola puissent continuer. » **En 71 ans, 3 800 Casques bleus tués.** Plus de 3 800 Casques bleus ont perdu la vie en servant sous le drapeau des Nations unies depuis 1948, dont 98 hommes et femmes en 2018. Le chef de bureau intérimaire de la MONUSCO, Léopold Gnonke, a fourni ces statistiques, vendredi 31 mai à Kananga (Kasaï-Central), lors de la célébration de la Journée Internationale des Casques bleus.

Mgr Gerard Mulumba : « Etienne Tshisekedi a combattu le bon combat et il l'a remporté ». « Ce bon combat, pour un chrétien catholique qu'il était, est un combat pour rejoindre Christ et les saints du ciel, après avoir passé une vie totalement vouée à la recherche de la justice et du bonheur, non pour soi, mais pour les autres. C'est maintenant que nous devons comprendre le vrai sens de ses doigts de victoire de la non-violence sur la violence. Il a pu supporter la torture, la prison, les relégations, tant de souffrances physiques et psychologiques », a poursuivi l'évêque émérite de Mweka, chef de la maison civile du chef de l'Etat et jeune frère d'Etienne Tshisekedi. Selon lui, durant son existence, Etienne Tshisekedi avait toujours su faire passer la vie de son peuple de la RDC avant sa propre vie et celle des membres de sa famille. Il poursuit : « Sa vie terrestre restera longuement gravée dans nos cœurs et mémoires pour ce qu'il aura été. Une vie pour le bien-être du peuple congolais, une vie pour l'établissement d'un état de droit et d'une véritable démocratie. La vie d'Etienne Tshisekedi est une semence jetée dans les cœurs et les esprits des congolais, des africains et de plusieurs hommes et femmes du monde ».

Etienne Tshisekedi admis à titre posthume dans l'ordre national "Héros nationaux" Kabila-Lumumba. Le Président de la République, Félix-Antoine Tshilombo a signé le 31 mai l'ordonnance portant admission à titre posthume d'Etienne Tshisekedi dans l'ordre national "Héros nationaux" Kabila-Lumumba au grade de Grand Cordon. « L'illustre disparu est récompensé pour ses mérites remarquables à travers sa longue et pénible lutte politique pour l'instauration de la démocratie et le progrès social, l'établissement d'un véritable état de droit et la protection des droits de l'homme », indique l'ordonnance. Cette élévation vient « récompenser à titre posthume les martyrs et les services rendus à la Nation congolaise par l'intéressé dont la lutte héroïque a permis au pays de connaître sa première alternance pacifique et démocratique du pouvoir politique depuis son indépendance », argumente l'ordonnance.

13 millions de personnes ont faim dans un pays qui produit plus de nourriture qu'il ne peut consommer. Environ 13 millions de Congolais vivent dans une insécurité alimentaire extrême, dont 5 millions d'enfants, et les évaluations en cours montrent que la tendance à l'aggravation de l'insécurité alimentaire se poursuit, averti le Représentant du PAM en RDC, Claude Jibidar. La crise alimentaire qui sévit en République démocratique du Congo (RDC) est la deuxième crise alimentaire dans le monde en termes de gravité après celle au Yémen, a déploré jeudi le Programme alimentaire mondial.

Funérailles d'Etienne Tshisekedi : 4 Présidents au Stade des Martyrs. Le Président congolais, Félix-Antoine Tshisekedi et ses homologues, zambien Edgar Lungu, centrafricain Faustin-Archange Touadéra et congolais Denis Sassou Nguesso assistent ce samedi 1er juin au Stade des Martyrs de Kinshasa aux funérailles officielles de l'ancien Premier ministre Etienne Tshisekedi. Les présidents ougandais, guinéen, kenyan, sénégalais, malien, égyptien, russe, zimbabwéen, chinois, le roi du Maroc ont envoyé leurs représentants qui participent aux hommages officiels organisés à Kinshasa. Vendredi 31 mai déjà, l'angolais, João Lourenço et le rwandais Paul Kagame, ont rendu hommage à Etienne Tshisekedi, dont la dépouille est exposée au stade des Martyrs.

Kananga : distribution des vivres et non-vivres aux expulsés de l'Angola à Kamonia. L'Agence adventiste d'aide et de développement (ADRA) a débuté mercredi 29 mai la distribution des paniers alimentaires aux personnes expulsées d'Angola ainsi qu'aux familles qui les accueillent à Kamonia dans la province du Kasai. L'organisation humanitaire compte assister un peu plus de 86 000 personnes. Les personnes assistées reçoivent de la farine de maïs, du haricot sec, de l'huile végétale, du blé et du sel iodé. La distribution va se dérouler sur une période de trois mois. ADRA fait savoir que l'objectif du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle de ces personnes.

Mgr Fridolin Ambongo : « M. Félix Tshisekedi, il vous revient de parachever l'idéal sociopolitique de votre illustre père ». « M. Félix Tshisekedi, de la même manière que Moïse depuis le mont Nebo a aperçu la terre promise sans y entrer, mais passant le relais à Josué, il vous revient désormais, M. le Président de la République, avec vos collaborateurs, de parachever l'idéal sociopolitique de votre illustre père, pour conduire le peuple congolais dans sa diversité, vers la terre promise, terre de prospérité sans exclusion, terre de respect mutuel et de convivialité, terre de justice et de paix, la paix véritable pour tous les fils et filles du Congo (...) L'illustre disparu est resté droit dans ses bottes, refusant toute compromission pour ne pas brader son pays, la RDC. Etre juste c'est renoncer à soi pour servir les autres. Rappelons-nous de la devise de celui qui nous rassemble aujourd'hui : le peuple d'abord. La primauté à l'intérêt supérieur du peuple, tout pour le peuple, avec le peuple et pour le peuple. L'homme à qui nous rendons hommage aujourd'hui a su tenir bon (...) Il convient donc de saluer l'idéal qu'incarnait l'illustre disparu qui a consacré toute sa vie au combat pour un Congo plus beau qu'avant. C'est pourquoi, le meilleur hommage que l'on puisse lui rendre est de nous mettre ensemble, de nous donner la main pour réaliser cet idéal de cohésion autour des valeurs républicaines», extrait de l'homélie de Mgr Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa.

Kinshasa : Etienne Tshisekedi inhumé. Etienne Tshisekedi Wa Mulumba a été inhumé ce samedi 1er juin au caveau familial dans la commune de la Nsele. C'était après les hommages officiels au Stade des Martyrs.

Dimanche 2 juin.

Ituri : les éleveurs d'Ituri accusent les FRPI d'avoir pillé 22000 vaches en 9 ans. Les éleveurs du Sud du territoire d'Irumu dans la province de l'Ituri accusent des éléments de FRPI de leur avoir pillé, depuis 2009, plus de 22000 vaches. Ils l'ont dénoncé vendredi 31 mai au cours d'une rencontre organisée par l'ONG ACIAR. Pour les participants à cette rencontre qui a réuni une centaine de personnes, la solution pour la paix en Ituri passe par le désarmement, démobilisation et réinsertion de ces miliciens dont le processus traîne. Cette rencontre qui s'est tenue à Bogor, à 25 km de Bunia dans le secteur de Bahema Sud avait pour objectif principal de débattre, avec les parties prenantes de la problématique de vol de bétail dans la région, ses causes et ses conséquences sur la paix.

Les petits-fils d'Etienne Tshisekedi offrent leur pardon à ceux qui l'ont offensé. Pour l'ainée de ses petits-enfants, Etienne Tshisekedi a été un merveilleux grand-père qui leur laisse l'héritage du combat. « Nous n'étions pas préparés à te dire au revoir. Mais sache que tu nous as tous marqués et nous laisse un merveilleux héritage : celui du combat. Nous savons le merveilleux père et beau-père que tu as été pour nos papas et mamans. Et au fil du temps, nous nous rendons compte aussi du grand homme que tu as été pour notre pays. Nous, ta première base, nous offrons le pardon à tous ceux qui t'ont offensé », a indiqué la petite-fille d'Etienne Tshisekedi qui a pris la parole au Stade des Martyrs.

Ituri : plaidoyer pour la restauration de l'autorité de l'Etat et de la sécurité. « La situation que nous traversons maintenant en Ituri devient déplorable. C'est inacceptable. L'insécurité c'est un problème de la faiblesse de l'autorité de l'Etat. Nous avons une armée qui est équipée, avec des hommes capables. Mais il se fait que cette armée-là connaît certaines difficultés. Il y a des infiltrés, il y a des officiers qui font des trafics d'armes et des minerais », dénonce Gratien de saint Nicolas Irachan, porte-parole des députés nationaux de l'Ituri. Les députés nationaux de l'Ituri promettent de faire un sit-in devant le bureau de la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Jeanine Mabunda, pour qu'elle lance un message clair et s'implique pour que soit trouvée une solution définitive à ce problème d'insécurité.

Assassinat de Chebeya : l'Asadho plaide pour que les véritables auteurs et commanditaires soient traduits en justice. Selon Jean-Claude Katende, président de l'ASADHO la justice n'a pas été rendue de manière indépendante dans ce dossier. Il plaide pour la libération des prisonniers arrêtés dans cette affaire qui purgent leur peine depuis près de 9 ans maintenant et ne sont pas, selon lui, les vrais commanditaires. « Nous avons besoin que les personnes qui sont en détention - que nous nous pensons qu'elles sont vraiment innocentes, qu'elles ne devraient pas être là – doivent en fait profiter de cette décrispation politique pour que le dossier Chebeya soit rouvert et que les véritables auteurs et commanditaires soient traduits en justice », a plaidé Me Katende.

Ituri : au moins 40 personnes tuées au mois de mai en territoire de Mahagi. Au moins quarante personnes ont été tuées, des villages complètement incendiés, des milliers des déplacés de guerre sans assistance au mois de mai dernier. Ces atrocités ont été perpétrées dans le territoire de Mahagi, par des assaillants armés, venus du secteur de Walendu Pitsi en territoire voisin de Djugu. Ces personnes ont été abattues dans les villages d'Ala, Wivu, Mukatshi et Kuero. Dans leur déclaration, les députés provinciaux évoquent l'attaque du groupement Musongwa où toutes les maisons ont été incendiées, celle des groupements Ruvunga et Mosua qui sont vidés de leurs habitants. Le député provincial Martin Olowari craint que cette situation vienne envenimer les relations entre les populations de ces deux territoires voisins. Hiller Unechan président de la société civile de Mahagi projette une journée ville morte « pour interpeller les gouvernants à rétablir la paix pour que les déplacés retournent et vaquent paisibles à leurs occupations ». Il indique que l'Etat doit assumer son rôle de protéger la population et des biens.

Lundi 3 juin.

La Banque mondiale finance un projet de nutrition et de santé en RDC pour 502 millions USD. Le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé fin mai un financement en faveur du Projet multisectoriel de nutrition et de santé en RDC, pour une enveloppe globale de 502 millions de dollars. Ce financement se comprend un crédit de 246 millions de dollars, un don de 246 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) et un don de 10 millions de dollars du Mécanisme de financement mondial (GFF). Les provinces de Kwilu, Kasai Central, Kasai et Sud-Kivu sont concernées par ce projet multisectoriel qui vise à réduire la prévalence des retards de croissance, fournir des services communautaires et primaires de soins de santé et de nutrition et assurer des services de planification familiale. En RDC, 45 % des enfants meurent avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans faute notamment de nutrition adaptée. « Ce projet en faveur de la nutrition, qui vise les régions où les besoins sont les plus patents, est le plus important et le plus ambitieux jamais financé par la Banque mondiale. Dans un pays comme la RDC, où 6 millions d'enfants souffrent encore de malnutrition, la lutte contre les retards de croissance est à la fois un engagement de long terme et le meilleur investissement que les autorités puissent consentir », a déclaré Jean-Christophe Carret, directeur des opérations de la Banque mondiale pour la RDC. Le Projet multisectoriel de nutrition et de santé devrait bénéficier à 1,5 million de femmes enceintes et allaitantes et 2,5 millions d'enfants de moins de 5 ans. Plus de 200 000 femmes en âge de procréer y seront également associées, à travers les services de planification familiale. Le projet s'inscrit dans la volonté de la RDC d'édifier un programme global en faveur de la nutrition.

Le député Mike Mukebay va être poursuivi pour corruption et diffamation. L'Assemblée provinciale de Kinshasa s'apprête à lever les immunités parlementaires du député provincial Mike Mukebay N'koso afin de le poursuivre en justice, pour corruption et diffamation à l'endroit du président de l'assemblée provinciale Godé Mpoy. « Aujourd'hui, les éléments de preuve sont là : le député Mike Mukebay a accepté de se faire corrompre par les personnalités actuellement traquées par l'assemblée provinciale. C'est un comportement indigne pour un parlementaire. Et la plénière a décidé de lever ses immunités parlementaires et d'autoriser des poursuites judiciaires parce que le temps de la délinquance politique est révolu ». Me Papy Mbaki, avocat conseil du député provincial Mike Mukebay estime que c'est du chantage du bureau de l'assemblée provinciale à l'endroit de son client. « Nous continuons à dire que c'est du chantage. Ils ont tenu une plénière le vendredi (31 mai) pour demander à Mukebay de demander pardon pour les faits que Godé Mpoy lui reproche. Et Mukebay a dit qu'il ne peut pas demander pardon, parce qu'il ne reconnaît rien. Alors s'ils veulent lever ses immunités, qu'ils le fassent ».

Kasaï Oriental : Enabel équipe les écoles techniques et de formation professionnelle. « Nous avons réhabilité et construit plusieurs infrastructures dont 5 écoles que nous avons appelées centres de développement et d'application. La phase d'aujourd'hui est celle d'équipement et de modernisations des outils didactiques qui se trouvent dans ces écoles (...) Nous avons l'école Don Bosco qui développe la filière mécanique moto. C'est une innovation que nous avons dans la ville de Mbuji-Mayi. En effet, la ville de Mbuji-Mayi en termes d'engins et de mobilité, utilise beaucoup la moto. Et il n'y a pas la section de moto dans la province du Kasaï Oriental. Ainsi, nous avons renforcé cette filière de moto avec un appui conséquent», explique Prosper Ntema, coordonnateur de l'Agence belge de développement (Enabel).

Ituri : ville morte à Mahagi pour dénoncer les attaques armées et les meurtres. La société civile du territoire de Mahagi a organisé une journée ville morte ce lundi 3 juin pour dénoncer les attaques des groupes armés et les meurtres commis par ces miliciens. D'après le président de cette structure citoyenne à Mahagi, Hilaire Unencan, l'objectif à travers cette action, est d'interpeller l'Etat pour qu'il mette fin aux tueries de leurs frères de la chefferie de Mukambo, victimes des attaques des assaillants venus du territoire voisin de Djugu. Les activités ont été paralysées ce lundi matin à Mahagi. Commerces et écoles n'ont pas ouvert. D'après le président de la société civile de Mahagi, leur appel à la paralysie d'activités est respecté sur l'ensemble du territoire. Au moins quarante personnes ont été tuées, des villages complètement incendiés, laissant des milliers des déplacés de guerre sans assistance au mois de mai dernier.

Kalemie : 32 présumés bandits armés présentés à la presse. Le général Amisi des Fardc a présenté à la presse deux groupes de présumés bandits. Le premier constitué de 12 individus qualifiés de « grands criminels » qui agissent sous le commandement d'un lieutenant de l'armée nationale. Et le deuxième composé de 20 individus arrêtés au cours des opérations de bouclage. Le chef d'Etat-major adjoint des Fardc en visite dans la 2e Zone de défense à Kalemie vient de monter un centre de coordination des opérations, d'instaurer la patrouille mixte, police-militaire, la nuit comme le jour, et de déclarer la ville de Kalemie, ville sans armes. Le ministre provincial de l'intérieur, Dieudonné Kamona, se dit satisfait de l'opération et promet son implication pour des sanctions exemplaires aux coupables.

Kwilu : les primes pas encore versées dans les comptes de plusieurs médecins. Près de cent médecins œuvrant dans des structures sanitaires publiques réclament le paiement de leurs primes de risque. Ils indiquent que leurs comptes, pour le mois de mai, n'ont pas été crédités. Selon le représentant de ces médecins, leurs collègues qui travaillent dans les hôpitaux de Kikwit et de Bandundu ont déjà touché leurs primes de risque. Ils dénoncent « la discrimination » créée par la division provinciale de la santé.

L'assemblée épiscopale provinciale de Bukavu favorable à l'intensification de la lutte contre la corruption. Les évêques des diocèses de Goma, Uvira, de Kasongo, de Butembo-Béni et de Kindu étaient réunis durant 6 jours sous la direction de l'archevêque de Bukavu, François-Xavier Maroy. « Que les autorités politiques s'impliquent dans la lutte contre la corruption et l'ignorance des masses, notamment par la prise en charge adéquate des salaires décents pour agents de l'Etat parmi lesquels les enseignants, les militaires, les policiers, ... », indiquent les évêques. Ils demandent aussi aux autorités politiques de reprendre « en mains la gestion de la mission régaliennne de l'Etat, celle d'assurer l'unité, l'intégrité du territoire, la sécurité des personnes et de leurs biens, ainsi que la promotion du bien-être général de sa population ».

Nord-Kivu : reprise du trafic sur le pont Semuliki reliant les villes de Beni et Butembo. Le trafic a repris dimanche 2 juin sur le pont Semuliki reliant les villes de Beni et Butembo à la commune rurale frontière de Kasindi-Lubiriha ouvrant la voie à l'Ouganda. Pendant neuf jours, le trafic y était suspendu suite aux travaux d'élargissement de ce pont exécuté par la société Zhengweyi technique coopération.

Manifestation à la cité de Luhoho après le meurtre de 3 creuseurs. Trois creuseurs artisanaux ont été tués et 2 autres blessés dimanche 2 juin dans la cité de Luhoho, en région de Rubaya dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). La police des mines est accusée d'avoir tiré sur ces creuseurs clandestins qui voulaient s'introduire dans la concession de la société minière de Bisunzu (SMB), indiquent les sources locales. Depuis ce lundi 3 juin matin, les habitants de Luhoho sont dans la rue.

Meurtre des experts de l'ONU : Jean Bosco Mukanda accuse un avocat de la défense de manipuler des témoins. Le prévenu Jean Bosco Mukanda a adressé une lettre au président du tribunal militaire de Kananga dans laquelle il accuse l'un des avocats de la défense de manipuler des témoins dans le procès des présumés meurtriers des experts de l'ONU au Kasaï. Jean Bosco Mukanda affirme qu'au cours de ce voyage Me Trésor Kabangu a tenu une «réunion nuisible» au cours de laquelle il aurait proposé des cadeaux à des personnes qui fourniraient des faux témoignages au cours du procès. Témoignages tendant à le mettre en cause dans le meurtre des experts de l'ONU. Ce n'est pas la première fois que Mukanda

accuse Me Trésor Kabangu de tout faire pour le mettre en cause dans le meurtre des experts de l'ONU. L'avocat défend dans ce procès Bula Bula, Vincent Manga et Ilunga Lumu- avant que ce dernier ne s'évade de la prison. Tous ces prévenus ont nommément mis en cause Mukanda comme étant le principal acteur du meurtre des experts de l'ONU.

Beni : la Monusco finance la construction d'un terrain de basketball. La Monusco finance la construction d'un terrain de basketball à Beni (Nord-Kivu). La pose de la première pierre a eu lieu lundi 3 juin par le maire de la ville. Le coût total des travaux s'élève à plus de 18 000 dollars américains.

Insécurité au Nord-Kivu et en Ituri : Sylvestre Ilunga attendu à l'Assemblée nationale. Les députés nationaux élus de la province de l'Ituri se disent vivement préoccupés par l'insécurité grandissante qui prévaut dans l'est du pays occasionnant, entre janvier et mai 2019 plus de 300 morts et un million de déplacés, selon eux. Ils ont exprimé leur inquiétude lundi 3 juin au Palais du peuple dans une question orale avec débat adressée au Premier ministre et déposée au bureau de la présidente de l'Assemblée nationale. Pour le député Gracien de Saint Nicolas Iracan, auteur de la question orale, le Premier ministre devrait s'expliquer devant la représentation nationale sur l'identité des tueurs dans le Nord-Kivu et l'Ituri.

Gabriel Kyungu et Albert Yuma nommés PCA de la SNCC et de la Gecamines. La Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) et la Générale des carrières et des mines (Gecamines) ont de nouveaux dirigeants. Ainsi Gabriel Kyungu wa Kumwanza est nommé président du conseil d'administration de la SNCC et Albert Yuma est reconduit à ce poste à la Gecamines. Fabien Mutomb est le nouveau Directeur général de la SNCC et au niveau de la Gecamines, c'est Sama Lukonde qui assumera les fonctions de Directeur général.

Les étranges funérailles du héros national. Les funérailles, le week-end dernier à Kinshasa, d'Etienne Tshisekedi, décédé il y a près de deux ans et demi à Bruxelles, ouvrent plus d'interrogations qu'elles n'en referment. En effet, alors que ses partisans veulent voir dans le disparu « le Mandela du Congo » et que le président Félix Tshisekedi, son fils, a décidé de l'élever au rang de « héros national » (décision qui doit encore être avalisée par l'Assemblée nationale) – ce qui sous-entend que le défunt a une dimension universelle – l'UDPS, son parti, a fait des cérémonies une affaire partisane. Ainsi, l'endroit où Etienne Tshisekedi a été enterré a été qualifié de « caveau familial », malgré les frais encourus par l'Etat (de 2,5 à 6 millions de dollars) pour lui offrir un monument et des funérailles nationales. Surtout, l'opposition Lamuka – dont Félix Tshisekedi faisait partie avant de la trahir pour jouer cavalier seul, avec Vital Kamerhe – a été maintenue à l'écart des cérémonies. « On m'a fait comprendre que j'étais indésirable », a expliqué Martin Fayulu, tandis qu'Adolphe Muzito indiquait à RFI que la police de Kinshasa aurait indiqué explicitement que « la présence des leaders de Lamuka n'était pas souhaitable pour des raisons sécuritaires ». La presse congolaise a aussi rapporté l'absence, non expliquée, de l'Eglise du Christ au Congo, l'église protestante officielle. Félix Tshisekedi fréquentait pourtant le Centre missionnaire Philadelphie, l'une des communautés de l'ECC, rapporte l'agence APA. Ces mises à l'écart « sont contraires à la tradition », commente un confrère congolais pour La Libre Afrique.be. « Au Congo, on invite les gens à un mariage. Mais, pour un décès, il n'y a pas besoin d'invitation: tout le monde peut venir. Etienne Tshisekedi lui-même l'avait rappelé lorsqu'en 1992, en pleine Conférence nationale souveraine » – où s'affrontaient mobutistes et opposants, largement tshisekedistes à l'époque – « Mobutu avait perdu son fils Konga; tout le monde était allé au deuil, à Gbado ». On s'étonnera moins de l'absence de Joseph Kabila, dont le défunt avait dit, après les élections frauduleuses de 2011, qui avaient permis à son rival électoral de se maintenir au pouvoir : « Je vous demande à tous de rechercher ce Monsieur et de me l'amener ici ligoté ». Etienne Tshisekedi avait consacré les derniers efforts de sa vie politique à écarter Kabila du pouvoir. Cela fait beaucoup d'exclus et de réfractaires. Beaucoup plus qu'on l'imaginait, même. L'AFP rapporte ainsi que seuls « quelques milliers de personnes » ont accompagné la dépouille mortelle de la morgue au Stade des Martyrs, à comparer avec les centaines de milliers qui accompagnaient le « lider maximo » de son vivant. Et les images video montrent le stade (80.000 places) plus qu'à moitié vide. Est-ce ainsi qu'on honore un « héros national » ? Les ukases et exclusions ont plus d'une fois porté tort à l'UDPS. Celle-ci devenue parti de gouvernement, ce défaut pourrait lui coûter plus cher encore. (La Libre Belgique)

Mardi 4 juin.

Pour Oly Ilunga, le projet de nutrition financé par la Banque mondiale concrétise l'engagement du gouvernement pour le développement de la RDC. "Il s'agit du premier projet d'envergure pour la prévention de la malnutrition en RDC. La malnutrition chronique et la malnutrition aiguë constituent un réel frein pour le développement humain et économique de la Nation congolaise", affirme M. Ilunga, le ministre de la santé. Le projet multisectoriel vise à fournir des paquets intégrés de soins de santé primaire et communautaire ainsi que des services de nutrition et de planification familiale dans les provinces du Kwilu, du Kasai Central, du Kasai et du Sud-Kivu. Ces quatre provinces font partie des 9 provinces

prioritaires dans lesquelles le nombre d'enfants souffrant de malnutrition chronique est le plus élevé sur le territoire congolais.

Quatre villages se vident après combats entre armée et miliciens à Masisi. Ces villages situés à environ 5 km du chef-lieu du territoire sont depuis trois jours le théâtre des affrontements entre l'armée et des combattants identifiés comme FDLR/CNRD. Les affrontements ont eu lieu dans les localités de Loashi et Showa, à l'ouest du chef-lieu du territoire de Masisi, indiquent les sources de la société civile locale. L'armée tente encore d'empêcher ces rebelles hutus rwandais de se frayer un passage pour aller vers le parc national des Virunga via le secteur Osso et la chefferie des Bashali. Mais plusieurs rebelles, lourdement armés et en tenues similaires à celles des Fardc, auraient réussi à passer avant de disparaître dans la nature, indiquent les mêmes sources. Une dizaine de rebelles aurait été capturée par les Fardc.

Ebola au Nord-Kivu et en Ituri : le seuil de 2000 cas dépassé. « Depuis le début de l'épidémie d'Ebola, le cumul des cas est de 2.008, dont 1.914 confirmés et 94 probables », annonce le ministère de Santé dans son décompte quotidien du lundi 3 juin. Au total, il y a eu 1.346 décès et 539 personnes guéries, selon le ministère de la Santé. Malgré ce cap, les évolutions de ces dernières semaines, indique la Direction générale de lutte contre la maladie, sont positives bien que la vigilance reste de mise. Parmi les évolutions positives, le ministère de la Santé note une légère amélioration de la situation sécuritaire. Les leaders communautaires, les sensibilisateurs et experts psychosociaux s'impliquent davantage pour briser la résistance des villageois contre le traitement et les mesures préventives.

Matadi : 5 maisons attaquées par des bandits armés en une nuit. Quatre maisons cambriolées se trouvent au quartier Soyo III dans la commune de Matadi. Selon les victimes, une dizaine d'hommes armés ont emporté tous les biens de valeur. D'autres bandits armés ont attaqué, la même nuit, le domicile d'un changeur de monnaie au quartier CMCD dans la commune de Matadi. Ils ont emporté 4000 dollars américains et des bijoux.

Lubumbashi : Gabriel Kyungu promet d'«imprimer son rythme du travail pour relever la SNCC». « Le chef de l'Etat a son programme et il tiendra à ce que nous puissions l'appliquer. Nous allons avoir des orientations et imprimer notre rythme du travail pour relever ce fleuron économique de notre pays », a déclaré Gabriel Kyungu, président du conseil d'administration de la SNCC. Cet ancien cheminot affirme bien connaître l'entreprise et les difficultés auxquelles elle est confrontée. Il estime qu'avec l'accompagnement du chef de l'Etat, des agents et des cadres de cette compagnie ferroviaire, il pourra relever le défi pour le « grand bien des travailleurs » et le développement du pays.

Mgr Isse Somo plaide pour l'implication de tous dans la lutte contre Ebola. « Le but du symposium était de combattre la maladie à virus Ebola qui fait rage ici à Butembo et aux alentours. Nous voulons nous mettre ensemble et essayer d'étudier les causes de la résistance, et des attaques contre le personnel soignant. Nous avons analysé des causes de la résistance et proposé les solutions qu'on peut envisager, pour arriver à éradiquer cette maladie », a affirmé Mgr Isse Somo, représentant des Eglises du Christ au Congo (ECC) à Butembo.

EPSP : l'ANAPECO dénonce la perception de la prime de juillet et août dans les écoles d'Uvira. Le président de l'Association Nationale des Parents du Congo (ANAPECO) dénonce la perception de 28 types des frais scolaires non reconnus par les textes légaux dans des écoles de la ville d'Uvira, au Sud-Kivu. Il dénonce le fait que plusieurs enfants aient été chassés depuis le 25 mai pendant les examens hors-sessions et appelle les parents d'élèves de recourir à l'ANAPECO pour ne pas payer ces frais de juillet et août 2019.

Kinshasa : Fashion Student Event encourage la créativité vestimentaire. Le centre culturel Collège Boboto a abrité samedi 1er juin la 3ème édition de Fashion Student Event, un rendez-vous qui fait la promotion de la créativité vestimentaire estudiantine. Un défilé de mode a marqué cette soirée initiée par Lydie Okosa, couturière, modéliste, styliste et enseignante à l'Institut supérieur d'enseignement technique des arts et métiers. Elle est également promotrice de Lok Style.

Henry Kalama vante les mérites de l'Académie des Beaux-Arts. « L'Académie des Beaux-Arts se situe aujourd'hui à cheval entre la culture et la science. Aussi plusieurs artistes plasticiens de renommée, au moins 80%, sont sortis de l'Académie et ce sont des personnes qui vendent une image positive du pays et font vivre la culture congolaise », a déclaré le directeur général de cet établissement d'enseignement supérieur, Henry Kalama Akulez.

Ituri : des miliciens attaquent une position des Fardc et emportent deux nourrissons. Des assaillants non identifiés ont attaqué lundi 3 juin la position des Fardc à Blukwa-Mbi en secteur de Walendu Pitsi, territoire de Djugu. Les Fardc ont riposté aux tirs nourris des assaillants et les deux parties se sont affrontées pendant quelques heures. Certains chefs

coutumiers indiquent que ces hommes se sont introduits dans certaines habitations et voulaient décapiter leurs occupants. Ces derniers ont fui et ont abandonné deux nourrissons qui ont été emmenés par ces assaillants. Cette attaque a provoqué « le déplacement massif » de la population dans la région. Il s'agit notamment des habitants de Blukwa, Logo Takpa, Largu, Drodro et Maze.

Les musulmans de la RDC clôturent le mois du Ramadan. La communauté islamique au Congo a clôturé le Ramadan mardi 4 juin au stade des Martyrs, dans un contexte de crise interne entre le comité exécutif sortant, le conseil des immams et les fidèles musulmans. Le secrétaire général, Idriss Katenga a appelé lundi les fidèles à ne pas se rendre au stade des Martyrs, dénonçant des menaces d'attaques terroristes dans les mosquées de la RDC. Cependant, plusieurs centaines des musulmans présents ce mardi au stade des martyrs disent ne plus reconnaître Idriss Katenga, aujourd'hui hors mandat. L'un d'entre eux, Asani Emile bin Ibrahim, ancien et co-organisateur de cette cérémonie invite la communauté musulmane à rester disposée à suivre les orientations du conseil théologique des Immams avant l'élection d'un nouveau comité exécutif.

Appel au meurtre de Katumbi: l'ACAJ saisit le Procureur général. L'ONG estime que le député katangais devrait être poursuivi pour « incitation à la haine tribale, au meurtre et à la guerre civile entre communautés », faits visés par la loi du 7 juin 66 réprimant la provocation à la « haine raciale, ethnique, tribale ou régionale ». L'ACAJ a transmis à la justice les propos de Donat Tshimboj, tenus le 25 mai dernier à Kolwezi. « Monsieur Moïse Katumbi est déclaré persona non grata au Lualaba. S'il ne veut pas mourir, qu'il n'ose pas mettre les pieds à Kolwezi. S'il ose venir, le sang va couler à coup sûr. Moïse Katumbi ne peut pas mettre les pieds au Lualaba car il n'est pas originaire de cette province ». Cinq jours avant ces déclarations, Moïse Katumbi était rentré au Congo après trois ans d'exil forcé mais avait été empêché de se lancer dans la tournée nationale qu'il avait annoncée. Lorsqu'il était gouverneur du Katanga – avant le démembrement de cette province en quatre entités – M. Katumbi avait autorité sur le district du Lualaba, devenu aujourd'hui une province, mais est originaire du district voisin – devenu aussi province, sous le nom de Haut-Katanga. Celle-ci, comme 23 provinces sur 26, s'est vu attribuer par la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) une majorité kabiliste à l'issue des élections du 30 décembre 2018, sans que cet organe fournisse le détail des résultats électoraux pour prouver ses assertions. Devant le tollé suscité par les propos vindicatifs de M. Tshimboj, ce dernier a tenté de relativiser ses attaques, indique l'agence de presse APA, en s'en prenant au journaliste qui avait recueilli ses propos: « C'est le journaliste qui est responsable ». (**La Libre Afrique**)

Mercredi 5 juin.

Les nominations de Tshisekedi à la SNCC et la Gecamines violent la constitution, selon Thomas Lokondo. Les ordonnances présidentielles nommant les dirigeants de la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) et de la Gecamines violent la Constitution, estime le député Henri-Thomas Lokondo. Il a exhorté le président de la République à bien s'entourer pour éviter ce genre d'erreurs, qu'il juge graves. De son côté, Constant Mutamba, président du parti Nouvelle génération pour l'émergence du Congo (Nogec) promet de saisir le Conseil d'État pour obtenir l'annulation de ces ordonnances : « Ce genre de nominations, selon la Constitution, doivent être proposées par le gouvernement. Mais de quel gouvernement s'agit-il, puisque celui de Bruno Tshibala est démissionnaire alors que celui de Sylvestre Ilunkamba n'est pas encore investi ? ».

Nord-Kivu : 13 combattants CNRD capturés par l'armée lors des combats survenus à Masisi. Ces combats ont créé une panique au sein de la population des villages situés sur l'axe Masisi-Loashi. Les villageois qui avaient fui leurs domiciles ont commencé à les regagner depuis lundi soir. Selon certaines sources de la société civile, la traversée de la zone de Loashi par les combattants FDLR/CNRD fait craindre la dégradation de la situation sécuritaire dans leur entité. Des rumeurs persistantes font état d'un projet de coalition entre les rebelles FDLR/CNRD, les APCLS de Janvier, et les CMC/Nyatura de Domi. Ces groupes sont en conflit armé permanent contre le NDC/Rénové, depuis déjà de nombreux mois dans la zone.

Ituri : plus de 2500 déplacés vivent dans des conditions précaires. Plus de 2500 personnes qui ont fui les récentes attaques des assaillants en territoire de Djugu, sont disséminés dans plusieurs sites et dans des familles d'accueil notamment à Bunia et aux villages lacustres de Tchomia et Kasenyi. Ces personnes vivent dans des conditions précaires. Elles sollicitent l'aide des autorités et des humanitaires. Environ trente familles des déplacés arrivent chaque jour à Bunia, affirme le comité des déplacés des sites installés au sein de l'Institut supérieur pédagogique et de l'hôpital général. Ces familles proviennent notamment des villages de Blukwa, Bule, Kawa, Logo, Tali, Largu Joo, café, Gbi et Mbogi. Composés essentiellement des enfants et des femmes, ces groupes de personnes font deux à six jours de marche à pied pour rejoindre les lieux où ils se mettent à l'abri. Affaiblis par le long trajet et la faim, certains arrivent épuisés et malades. Dans les sites d'accueil, ils se contentent des petites tentes dépourvues de nattes et de couvertures qui sont destinées aux visiteurs.

D'autres passent la nuit sur le sol. Pour leur survie, ils bénéficient de la compassion des déplacés arrivés bien avant eux et qui les invitent parfois à partager leur repas. A Tchomia et Kasenyi où plus de 500 familles de déplacés ont été enregistrées ces deux dernières semaines, la situation est presque identique. Certains déplacés passent la nuit à la belle étoile au bord du lac Albert.

Maniema : 19 000 déplacés ont besoin d'une assistance urgente à Lubutu et Obokote. Dans la province du Maniema, 19000 déplacés ont besoin d'une assistance multisectorielle urgente à Lubutu et Obokote en territoire de Lubutu, rapporte le Ocha. Le bureau d'OCHA signale également qu'une cinquantaine de villages ont été incendiés dans les hauts plateaux de Fizi au Sud-Kivu. Une dizaine de centres de santé ont été pillés et détruits, et plus de 15000 élèves ont interrompu les cours. Par ailleurs, indique OCHA, une forte dégradation de la situation humanitaire est observée auprès des populations déplacées de Fizi et Mwenga, victimes des dernières violences communautaires dans cette zone.

Violences au Kasai : les experts internationaux recommandent à la justice militaire d'accélérer les enquêtes. La deuxième équipe d'experts internationaux sur la situation au Kasai invite la justice militaire à accélérer le rythme des enquêtes sur les violences enregistrées dans cette région en 2016 et 2017. Dans son rapport qui sera présenté lors de la prochaine session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (24 juin-12 juillet 2019), elle plaide pour le renforcement de la lutte contre l'impunité par une politique de poursuites judiciaires «mieux orientée». Cette deuxième équipe d'experts a été mise en place l'année passée pour accompagner la mise en œuvre des recommandations de l'équipe précédente qui avait conclu que certaines exactions commises au Kasai en 2016 et 2017 constituaient des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre. Les experts internationaux notent notamment que la vaste majorité des dossiers faisant actuellement l'objet d'enquêtes concerne des exactions commises par des miliciens Kamuina Nsapu. Alors que les forces de défense et de sécurité ainsi que des miliciens Bana Mura notamment se sont également livrés à des exactions, font-ils remarquer. L'ampleur de ces crimes ne trouve pas suffisamment écho dans la stratégie de l'auditorat militaire, lit-on dans le rapport. «Il est donc important que les autorités compétentes adoptent une stratégie d'enquêtes et de poursuites beaucoup plus large, faute de quoi la lutte contre l'impunité dans le Kasai sera vaine», estiment les experts. Le rapport pointe le manque de moyens matériels et humains qui ne permet pas à la justice militaire de faire toute la lumière sur les violences que la région du Kasai a connues.

Beni : ville-morte à l'appel des associations après les tueries de mardi. Commerces et écoles sont restés fermés mercredi 5 juin à Beni, en réponse à l'appel des mouvements citoyens et associations des taxis-motos, qui ont demandé à la population d'observer une grève générale pour protester contre les tueries récurrentes dans ce territoire du Nord-Kivu. La veille, douze civils ont été tués dans une attaque des ADF au quartier Butanuka de la commune de Beu.

La VSV se souvient de Chebeya et Bazana, 9 ans après leur assassinat. L'ONG la Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme et les ONG de la société civile commémorent aujourd'hui les 9 ans d'assassinat de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, anciens défenseurs des droits de l'homme assassinés en juin 2010 à Kinshasa. Le débat sur la vérité concernant ce double assassinat vient d'être relancé par les défenseurs des droits de l'homme qui demandent la réouverture du procès afin de juger, selon l'Asadho, les vrais commanditaires de ce crime. Sur ce dossier, Paul Mwilambwe, principal témoin de l'assassinat de Floribert Chebeya, demande son extradition depuis le Sénégal où il s'est exilé. Il pense qu'avec le nouveau pouvoir qui a pris fonction en RDC, le procès peut bien se tenir au pays.

Ebola : 12 nouveaux cas confirmés et 8 décès au Nord-Kivu et en Ituri. Le ministère de la Santé a annoncé mardi 4 juin douze nouveaux cas confirmés de la maladie à virus Ebola dans les provinces du Nord-Kivu et Ituri. Deux cas sont signalés à Katwa, deux à Mabalako, un à Beni, un à Kalunguta, deux à Butembo et quatre autres à Mandima en Ituri. Le ministère de la Santé rapporte également huit nouveaux décès de cas confirmés de la maladie à virus Ebola.

La CNDH indexe les autorités gouvernementales dans les tueries de Yumbi. Les violences de décembre 2018 à Yumbi (dans la province de Mai-Ndombe) ont fait 524 morts, dont l'administrateur de ce territoire, près de 236 blessés et des dégâts importants, selon le rapport de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) publié mercredi 5 juin à Kinshasa. Le document souligne l'implication des autorités gouvernementales dans ces tueries. Lisant ce rapport devant presse, la rapporteuse adjointe de la CNDH, Chantal Nembunzu, a imputé toutes les violations des droits de l'homme constatées dans la région aux autorités du pays. Selon le document de la CNDH, « ces faits et actes sont constitutifs de violation et atteinte aux droits de l'homme relevant de droits civils et politiques, des droits sociaux économiques et culturels, ainsi que des droits collectifs. ».

Nominations à la SNCC et Gecamines : les ordonnances présidentielles sont régulières (professeur Mbata). Pour le constitutionnaliste André Mbata, les deux ordonnances décriées se justifient parce que le pays est dans une situation

exceptionnelle. « Nous sommes tous d'accord que dans un temps normal, les ordonnances présidentielles, dans plusieurs matières, doivent être contresignées par le Premier ministre. Evidemment, il y a des exceptions. Mais, ici, je trouve qu'on est dans une situation exceptionnelle », a affirmé le professeur André Mbata. Le Premier ministre Ilungu Ilunkamba, nommé récemment par le chef de l'Etat Félix Tshisekedi, n'est pas encore investi. « Vous avez un Premier ministre (Bruno Tshibala) qui est démissionnaire, mais qui expédie encore les affaires courantes. Et en même temps, l'Etat doit continuer. Qui représente l'Etat ? C'est le chef de l'Etat qui représente l'Etat », a poursuivi le constitutionnaliste congolais. Selon lui, l'article 69 de la constitution dit clairement que le chef de l'Etat assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des services publics, des institutions ainsi que la continuité de l'Etat.

Jeudi 6 juin.

Professeur Kadiebwe : « Etienne Tshisekedi est un acteur de la transformation de la société pour le bien-être de tout le monde. » « D'Etienne Tshisekedi, on peut retenir sa dimension scientifique. C'est le premier docteur en droit congolais qui n'est pas resté que théoricien. Il a été pratique : juriste constant, légaliste et rigoureux. Il a été un leader, un acteur de la transformation de la société pour le bien-être de tout le monde. Il faut aussi relever sa dimension éthique. C'est un homme qui a recouru à la non-violence pour ses revendications à la suite de Gandhi, de Martin Luther King », indique Laurent Kadiebwe. En ce qui concerne la dimension politique, le professeur note que « toute la vie de Tshisekedi a été un combat politique. Une dizaine d'années comme partisan du pouvoir et plus de 40 ans comme opposant farouche, constant et méthodique, aux différentes dictatures que nous avons connues dans notre pays ».

Neuf ans après l'assassinat de Chebeya et Bazana, la VSV et la société civile pour la réouverture du procès. Les organisations de la société civile et les avocats de Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, respectivement ancien directeur exécutif de La Voix des sans voix pour les droits de l'homme (VSV) et son chauffeur, plaident pour la réouverture de leur procès. « La haute cour militaire avait ordonné la suspension des poursuites à l'égard des prévenus fugitifs. Or, qui dit suspensions des poursuites ne veut pas dire abandon de celles-ci. Il est donc indiqué aujourd'hui que ce procès reprenne. Et en vertu de l'effet dévolutif de l'appel, tous les prévenus, témoins et renseignants devraient comparaître devant la Haute cour militaire », a recommandé Me Jean-Marie Kabengela, défenseur des droits de l'homme. Pour le président de l'ASADHO, Me Jean-Claude Katende, le Président de la République doit mettre le général John Numbi à la disposition de la justice. De Dakar où il s'est exilé, le policier fugitif Paul Mwilambwe continue d'affirmer qu'il détient « les preuves du crime qu'il a filmé à l'inspection générale de la police » et sollicite son extradition en RDC.

Masi : l'insécurité et le manque d'infrastructures rendent difficile la vie des habitants Nyange-Bibwe. Cette région occupée par des groupes armés est dépourvue d'infrastructures routières et sanitaires. Les habitants de Nyange-Bibwe affirment qu'il y a peu, ils bénéficiaient des soins gratuits grâce à l'ONG MSF qui apportait aussi un appui financier à la région. Mais aujourd'hui, à cause de l'insécurité et de l'inaccessibilité de la région, MSF n'y arrive plus. Pour des cas de maladie ou d'accouchement, il faut faire des kilomètres à pied pour accéder à un centre de santé. Les populations de Mpati-Kivuye et Bibwe se plaignent également du manque des routes de desserte agricole, qui permettraient, selon elles, d'écouler ou d'échanger des produits agricoles ou commerciaux avec d'autres agglomérations de la région.

Bunia : un partage de poissons entre militaires vire au drame à Joo (1 mort). Le partage des poissons frais collectionnés auprès des pêcheurs par des militaires a tourné au drame dans la localité lacustre de Joo en chefferie de Bahema Nord dans le territoire de Djugu (Ituri). Un militaire des forces terrestres a ouvert le feu sur ses compagnons des forces navales. Un militaire a été tué et un autre blessé, ont indiqué mercredi 5 juin des sources locales. Des chefs coutumiers locaux déplorent cet incident qui ternit l'image de l'armée. Ils demandent aux autorités militaires de mettre fin aux collectes forcées des poissons par les militaires auprès des pêcheurs. Ils précisent que chaque propriétaire de pirogue est obligé de remettre quotidiennement aux militaires deux poissons frais ou l'équivalent en franc congolais qu'il considère comme effort de guerre.

1 493 547 élèves finalistes du primaire passent l'ENAFEP. Au moins 1 493 547 finalistes du primaire ont débuté ce jeudi 6 juin l'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP) dans 6 217 centres disséminés sur toute l'étendue de la RDC. Ces chiffres ne prennent pas en compte les sous-divisions de Beni et d'Oicha dans la province du Nord-Kivu où ces épreuves auront lieu lors d'une session spéciale qui sera organisée les 25 et 26 juillet prochain. Au moins 12 484 finalistes sont concernés dans cette région en proie à l'insécurité et où sévit l'épidémie du virus Ebola. Ces épreuves se déroulent également dans deux centres implantés hors du pays notamment à Luanda et Cabinda en République d'Angola.

Equateur : le ministre provincial de l'environnement plaide pour un reboisement régulier. La pollution de l'air est minimale dans la province de l'Equateur, grâce à l'immensité de la forêt, a déclaré le ministre provincial de l'environnement,

Roger Bampele, en marge de la Journée mondiale de l'environnement, mercredi 5 juin. Cependant, selon lui, le reboisement doit se faire régulièrement. Roger Bampele plaide pour la rétrocession, par le gouvernement central, des frais payés par les exploitants forestiers.

L'ENAFEP pas organisé dans certains centres de Djugu à cause de l'insécurité. Certains finalistes du primaire dans le territoire de Djugu n'ont pas participé à l'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP), qui a débuté jeudi 6 juin, à cause de l'insécurité provoquée par l'activisme des groupes armés. Certains centres n'ont pas fonctionné, affirment les autorités scolaires. Dans d'autres entités, les élèves finalistes ont fait le déplacement vers les zones plus sécurisées pour passer ces examens. Dans le secteur de Walendu Tati, par exemple, sur 11 centres prévus, seuls 6 sont opérationnels, indique Willy Musana, l'inspecteur du pool de l'EPSP en territoire de Djugu. Les chefs des centres ont reçu l'instruction de recevoir tous les élèves qui viennent des centres où règne l'insécurité. Les centres de Drododo ont reçu des élèves qui viennent des villages de Bloukwa et Bloukwambi, là où les miliciens ont attaqué les positions des FARDC le 3 mars dernier.

Maniema : plus de 12 000 cas de paludisme enregistrés à Kabambare. Au moins 12 300 personnes ont souffert du paludisme au 1er trimestre de cette année, dans la zone de santé de Kabambare, province du Maniema. Vingt-cinq morts ont été notifiés durant cette période, indique Jean-Pierre Muzumani Awazi, chef intérimaire de la zone de santé de Kabambare.

RDC-Médias : Jean-Marie Kasamba exclu des organes de l'UNPC. Jean-Marie Kasamba, président de la section kinoise de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) a été exclu, mercredi 5 juin, des organes de cette institution. Il est notamment reconnu coupable « d'humiliation et du mépris public de ses journalistes du fait qu'il les a fait arrêter et embarquer violemment par la police sans préexistence préalable d'un acte judiciaire, tel que soutenu par ces derniers ». Pour rappel, plusieurs agents de la Société Congo-24 SARL, propriétaire de Radio et Télé 50, réclamaient des arriérés de salaire allant de 11 à 14 mois. Malgré le compromis trouvé sur certaines revendications avec l'employeur, la tension demeurerait vive entre les deux parties. Certains journalistes ont décidé de quitter le média.

Beni : les activités paralysées à la suite de l'insécurité. Plusieurs activités sont paralysées jeudi 6 juin pour la deuxième journée consécutive dans la ville de Beni (Nord-Kivu). Cette situation est consécutive à trois journées sans taxis-motos décréées, depuis la veille, par les associations des motards. Ces derniers protestent contre les tueries des civils dans la ville et le territoire de Beni. Il y a trois jours, six conducteurs des motos ont été tués dans une attaque des ADF ayant occasionné la mort de douze civils au quartier Butanuka. Mercredi, un civil a été tué et quatre autres kidnappés dans une nouvelle embuscade des rebelles ougandais sur la route Beni-Kasindi.

Uvira : les bafuliiru et banyindu posent des préalables au dialogue intercommunautaire. Les communautés fuliiru et nyindu conditionnent leur participation au dialogue intercommunautaire par la libération des six éléments des Fardc issus de leurs communautés et qui sont détenus à la prison centrale de Bukavu. Ces officiers militaires étaient suspectés d'être en intelligence avec des groupes armés locaux opérant dans les hauts et moyens plateaux d'Uvira et de Fizi. D'après les leaders communautaires, ces arrestations seraient arbitraires et auraient pour but de les arracher de leur fonction en faveur d'autres officiers Fardc et PNC proches des commandants en place. Le consortium Alert International travaille sur un projet de dialogue intercommunautaire, en collaboration avec le gouvernement provincial du Sud-Kivu dans le cadre de stabilisation de la région. Ce dialogue devrait réunir les représentants des communautés touchées par les zones des conflits ; à savoir : la plaine de la Ruzizi, Uvira-centre, Fizi, et Itombwe.

Elections du 30 décembre en RDC : le CAFCO a recensé 900 conflits. Près de 900 conflits ont été identifiés dans 11 villes ciblées lors des scrutins du 30 décembre 2018 et du 31 mars 2019, selon un rapport de la mission de médiation et d'alerte précoce déployée par le Cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO), avec l'appui, notamment du PNUD. Au total, 360 médiateurs de CAFCO, parmi lesquels 293 femmes, ont été déployés à Kinshasa, Matadi, Kikwit (Ouest du pays) ; à Kananga et Mbuji-Mayi (Centre) ; à Lubumbashi et Kolwezi (Sud-Est) ainsi qu'à Kisangani, Goma, Beni et Butembo (Est). Sur 858 conflits monitorés, 813, soit 94%, ont été directement gérés et réglés par les médiateurs de CAFCO. Parmi les causes des conflits, le rapport cite la non-maitrise de la procédure de vote, l'amateurisme de certains membres des bureaux de vote, la délocalisation, la suppression ou la fusion des certains bureaux de vote, l'omission de noms de certains électeurs sur les listes électorales, l'ouverture tardive des bureaux de vote ainsi que les tentatives d'achat de vote. A ce propos Rose Mutombo a recommandé : « Au pouvoir public, de veiller à la sécurité du processus électoral par une meilleure formation des agents affectés à sa sécurisation ; à la Ceni, d'intégrer la médiation électorale comme une partie prenante au processus électoral ; aux partis politiques, de former suffisamment les militants ainsi que leurs mandataires ; aux missions d'observation électorale, de former suffisamment les observatrices et observateurs sur leurs missions et responsabilités. »

La RDC renoue avec le FMI sur fond de croissance en baisse pour 2019. Une mission du FMI vient de séjourner quinze jours à Kinshasa, deux mois après la rencontre à Washington entre le nouveau président congolais, Félix Tshisekedi, et la patronne du Fonds, Christine Lagarde. « La croissance économique en 2018 s'est élevée à 5,8%, tirée en grande partie par le secteur minier qui a eu une croissance de 7% alors que le secteur non minier n'a connu qu'une croissance de 1,7% », résume Philippe Egoumé, représentant résident du FMI, interrogé mercredi par deux médias, dont l'AFP. « Le secteur minier ne représente que 25% de l'économie », note-t-il. « La plus grande partie des Congolais n'a pas vu les fruits de cette croissance ». Le FMI prévoit un ralentissement de croissance en 2019 à 4,3% « car le secteur minier ne va pas croître. Dans le secteur non minier, nous projetons un doublement de croissance ». « La situation des finances publiques est relativement saine », a poursuivi le représentant du FMI, citant « un léger déficit de 0,1% du PIB », une inflation réduite « de 54% à fin 2017 à 7,2% fin 2018 », un taux de change relativement stable (à 1.650 francs congolais pour un dollar), et un ratio dette/PIB relativement faible. « Nous leur avons dit que c'est un acquis à maintenir », ajoute-t-il avant d'insister: « Le niveau de pauvreté est très élevé. La croissance n'est pas assez inclusive ». Autre problème: « Les recettes (fiscales) sont relativement faibles, de l'ordre de 9 à 10% du PIB, ce qui est à plusieurs points en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne ». « Il y a des recettes qui vont dans des entités publiques ou des services publics. C'est mieux d'avoir les recettes versées au Trésor », détaille-t-il. Kinshasa pourrait demander des négociations ultérieures avec le FMI après l'approbation du rapport sur son économie par le conseil d'administration du FMI fin août. **(La Libre Afrique)**

Vendredi 7 juin.

Les députés nationaux du Nord-Kivu dénoncent les massacres à répétition. "Un véritable carnage qui continue à sévir cette partie du pays en dépit des promesses du chef de l'État", ont-ils déclaré jeudi 6 juin au Palais du Peuple à Kinshasa. En plus de massacres à grande échelle, la population de Beni, Butembo et Lubero est aussi victime des cas de viol, pillage ainsi que de saccage de leurs biens mobiliers et immobiliers, affirment ces députés. « Le 11 avril 2019, sept personnes décapitées à Bovata ; le 13 mai, attaque à Matete (Beni-Ville) avec dégâts matériels très importants ; le 17 mai, cinq civils tués au PK14; le 18 et 19 mai, treize corps mutilés retrouvés dans la forêt... »

Nord-Kivu : un agent de la douane kidnappé sur l'axe Beni-Kasindi. Venant Mbenzi, brigadier à la Direction générale des douanes et accises (DGDA) dans la province du Nord-Kivu, a été kidnappé mercredi 5 juin sur la route Beni-Kasindi. Le véhicule qui le transportait est tombé dans une embuscade tendue par des hommes armés. Tous les jours, les agents de la DGDA escortent de la frontière de Kasindi, avec l'Ouganda, jusqu'à Beni et Butembo des marchandises sous douane sur lesquelles l'Etat congolais perçoit ses droits et taxes. Mais ils doivent quotidiennement faire face aux hommes armés.

Nord-Kivu : toujours pas de nouvelles d'un directeur d'école kidnappé à Kiwanja. Jean-Baptiste Tahorugiye a été enlevé dans la nuit de mardi à mercredi 5 juin à son domicile à Rutshuru-centre, dans la province du Nord-Kivu. La Société civile locale déplore le fait qu'il n'y ait pas eu d'intervention des forces de sécurité, malgré l'alerte de la population. Elle demande aux autorités de prendre leurs responsabilités car, depuis le début de cette année, 200 personnes ont été enlevées à Rutshuru. Certaines personnes kidnappées ont été libérées moyennant paiement d'une rançon, alors que d'autres ont été tués par leurs ravisseurs, souligne la même source.

Ituri : un prêtre enlevé dans l'attaque de la paroisse catholique de Jiba à Djugu. L'abbé Luc Adelar Alecho, administrateur de la paroisse catholique Marie Reine de Jiba, a été enlevé avec un séminariste dans l'attaque survenue la nuit de mercredi 5 juin en secteur de Walendu Pitsi. Le vicaire général du diocèse de Bunia a déclaré à la presse jeudi que les assaillants lourdement armés et vêtus en tenue militaire ont emmené ce prêtre dans leur bastion à Wago. Ils lui reprochent ses homélies au cours desquelles il appelle la population à se désolidariser des hommes armés. Les kidnappeurs ont relâché le séminariste mais gardent encore le prêtre.

Fin de l'ENAFEP-2019. L'Examen national de fin d'études primaires organisé par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPESP), a pris fin vendredi 7 juin sur toute l'étendue de la RDC. Au total, 1.493.547 candidats y ont pris part dans 6.217 centres du territoire national ; sauf à Beni, et Oicha dans la province du Nord-Kivu, où ces épreuves auront lieu lors d'une session spéciale qui sera organisée les 25 et 26 juillet prochain.

Kananga : les autorités interpellées après le lynchage d'un présumé « voleur des sexes ». Le phénomène « vol des sexes » préoccupe les autorités locales. Certaines personnes sont accusées de raccourcir mystérieusement les pénis. Ces autorités veulent d'abord voir clair dans cette situation. « Je demande aux Kanangais de ne plus tuer leur frère (présumé voleur de sexes). Il ne faut pas faire la justice populaire. Nous allons partir petit à petit jusqu'à découvrir la vérité sur ce qui se passe maintenant à Kananga. C'est devenu un problème et c'est chaque jour que l'on parle de retrait de sexe. Pourquoi ça

? Qui a emmené ça ici ? », a dit Jean Muamba Kantu Kanjila. La police de Kananga dit avoir enregistré une dizaine de personnes se plaignant d'avoir constaté soit la disparition soit l'atrophie de leurs sexes.

La Cogep décèle des chiffres contradictoires dans les rapports de la Gécamines. La Coalition pour la gouvernance des entreprises publiques du secteur extractif (COGEP) a publié vendredi 7 juin un rapport intitulé : « Gécamines : Des questions qui demeurent ». « C'est un rapport qui révèlent plusieurs questions, notamment la contradiction des chiffres déclarés à l'ITIE et (ceux contenus dans) ses propres rapports. Donc, la même entreprise qui a déclaré à la même période des chiffres contradictoires, ça nous inquiète comme citoyens congolais ; mais plus comme acteurs de la société civile engagés dans le processus ITIE », a déclaré Me Daudet Kitwaka, coordonnateur de la Cogep.

Libération des deux humanitaires kidnappés à Lubero. Deux humanitaires travaillant pour l'ONG Tear Fund ont été libérés ce vendredi 7 juin matin après leurs enlèvements le mercredi dernier sur l'axe Kinyatsi-Kyoto en territoire de Lubero au Nord-Kivu. L'administrateur de ce territoire a demandé à tous les humanitaires de ne plus travailler au-delà de 18 heures dans la région de Lubero pour limiter les cas de kidnapping. Il a condamné les kidnappings dans la région, tout en demandant à la population locale de « dénoncer ces malfrats, parce que ce ne sont pas de gens qui viennent d'ailleurs pour faire ce genre de choses irresponsables. C'est la population locale, ce sont nos jeunes frères qui habitent avec nous en tout cas. »

Samedi 8 juin.

Jeannine Mabunda recommande la formation urgente du gouvernement. Lors du débat à la plénière du vendredi 7 juin, la présidente de l'Assemblée nationale, Jeannine Mabunda, a appelé la classe politique à s'impliquer pour parachever rapidement la mise en place des institutions de la République. En effet, la session de l'Assemblée nationale, qui doit investir le nouveau gouvernement, s'achève le 15 juin, a-t-elle rappelé.

Kasumbalesa : 11 personnes condamnées pour viol sur mineures. Le tribunal de grande instance de Kipushi siégeant en chambre foraine dans la ville de Kasumbalesa a condamné le mercredi dernier onze personnes sur les 25 accusées de viol des mineurs. Les faits se sont passés du mois d'août 2018 au mois de février 2019. Les victimes étaient au nombre de 25. Leur âge varie de 7 à 17 ans. Pour certaines victimes, l'infraction de viol n'a pas été établie, faute de preuve ; ce qui a justifié l'acquittement d'autres prévenus. Certains cas de viol n'ont pas été confirmés par des sources médicales.

Félix Tshisekedi et David Gressly sur l'éradication des obstacles qui freinent la lutte contre Ebola. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a échangé vendredi 7 juin à Kinshasa avec le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC et coordonnateur des interventions d'urgence des Nations unies pour la lutte contre Ebola (EERC) dans les zones touchées par le virus Ebola en RDC, David Gressly, sur les obstacles qui freinent la lutte contre Ebola. David Gressly était accompagné du Dr Ibrahima Socé Fall, Directeur général adjoint chargé des interventions d'urgence de l'OMS. Ils ont aussi abordé, au cours de leur entretien, plusieurs aspects liés à Ebola dans la partie Est de la RDC, notamment les aspects sécuritaires et humanitaires. Pour le Dr Ibrahima la situation sécuritaire et la manipulation de certaines populations freinent aussi le travail des équipes de riposte contre Ebola.

Ebola en RDC : l'OMS note les premiers signes d'une diminution de l'intensité de la transmission. Alors que l'épidémie de maladie à virus Ebola a maintenant dépassé la barre des 2.000 cas dans l'Est de la RDC, les indicateurs de ces deux dernières semaines montrent les premiers signes d'une diminution de l'intensité de la transmission. L'OMS souligne que cette baisse fait suite « à une période d'amélioration de la sécurité ». Cette amélioration a ainsi permis aux équipes d'accéder aux communautés, « permettant aux équipes d'intervention de fonctionner plus librement ». Depuis le début de l'épidémie en cours en août dernier dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, 2.031 cas ont été enregistrés, dont 1.937 confirmés et 94 probables. « Au total, il y a eu 1.367 décès et 552 personnes guéries », a annoncé le ministère congolais de la Santé. Dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, 293 cas suspects sont en cours d'investigation. En outre, l'OMS a rappelé qu'un quart des contaminations de la fièvre hémorragique Ebola dans l'Est de la RDC ne sont pas décelées ou le sont trop tard. Les délais entre la détection, le signalement et l'admission des cas dans les centres de traitement ou de transit restent trop longs.

Formation du gouvernement : Sylvestre Ilunga attend l'annonce des résultats des négociations. « Les négociations c'est entre les parties à la coalition FCC-CACH, qu'elles se déroulent. Ils vont annoncer les résultats puisque c'est eux qui mènent les négociations », a répondu Sylvestre Ilunga à la question d'un journaliste, vendredi 7 juin à Kinshasa. Le nouveau premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba se dit confiant de relever le défi qui l'attend une fois investi.

Les ordonnances nommant les dirigeants de la SNCC et de la Gécamines au centre d'une plénière à l'Assemblée nationale. Une plénière a été consacrée vendredi 7 juin à l'Assemblée nationale aux ordonnances du chef de l'Etat nommant les cadres dans des entreprises publiques (SNCC et Gécamines) ainsi que sur la nécessité de mettre rapidement en place le gouvernement. Dans sa motion incidentielle, le député Leon Mondole dénonce l'inconstitutionnalité de ces ordonnances alors que certains députés avancent que le Parlement n'a pas le pouvoir de débattre sur les actes posés par le chef de l'Etat.

Ituri : des hommes armés attaquent 6 villages en 2 jours et tuent 3 personnes. Ces attaques ont été enregistrées aux villages de Jupuyaka, Teraya et Gudza dans le territoire de Mahagi et Lachu, Ame et Retha en territoire de Djugu. A Jupukaya, ces hommes armés ont pillé les biens de la population et pris en otage certains jeunes pour transporter leurs butins. Cette attaque a entraîné le déplacement de la population de ces villages et des entités proches. Cette persistance de l'insécurité inquiète les leaders locaux. Selon eux, l'armée a montré ses limites jusque-là pour sécuriser la population.

Bas-Uele : tensions à Baye après le meurtre d'un agent de l'EPSP. D'après le président de la nouvelle société civile de Bondo, John Nzangi, l'incident est survenu à 3 h du matin, dans une chambre à coucher partagée par trois agents de la sous-division de l'EPSP/Bondo. Ils sont arrivés dans la localité minière de Bayé pour superviser les épreuves de l'examen national de fin d'études primaires. Un des agents qui est, en fait, le fils de la Sous-proved de Bondo a poignardé mortellement un des collègues pour une raison non encore connue. Le deuxième employé de la sous-division se trouvant dans la même chambre voulant intervenir a été blessé grièvement.

Dimanche 9 juin.

Plénière sur les ordonnances du Président Tshisekedi : le Cach dénonce le silence coupable du bureau. Déplorant le caractère peu sincère de leur partenaire du FCC, les députés du Cach estiment que cette motion qualifiée d'inopportune et provocatrice a été concoctée « en catimini 24 h avant la plénière ». Pour Alfred Maisha, le FCC abuse de l'Assemblée nationale pour lancer des propos inappropriés à l'égard du président de la République. Les députés du CACH invitent donc leurs collègues du FCC à plus de retenu et à privilégier l'intérêt du peuple d'abord.

L'épidémie d'Ebola au Nord-Kivu et en Ituri est la plus complexe de l'histoire du monde (ministère de la Santé) en raison de la forte mobilité de la population et du contexte sécuritaire avec plus d'un million de personnes déplacées au Nord-Kivu, a indiqué le ministre de la Santé Oly Ilunga au cours d'une conférence de presse samedi 8 juin à Kinshasa. Le contexte sécuritaire, caractérisé par la présence d'au moins une centaine de groupes armés et les attaques armées dans la plupart des zones affectées, ne facilitent pas la riposte. Et les conséquences sont considérables. Malgré cela, quelques actions positives ont été engrangées par les équipes sur le terrain, dont le cantonnement de l'épidémie. Mais selon le Dr Oly Ilunga, il reste encore les défis pour contrôler l'épidémie. Il s'agit de la surveillance épidémiologique afin de briser la chaîne de transmission, la prévention et le contrôle des infections et le taux élevé de décès communautaires.

Ituri : le DG de la DGRPI interpellé à l'assemblée provinciale. Lui et les agents de cette régie provinciale sont accusés de détournement de deniers publics qui entrave le développement de la province de l'Ituri. Dans sa réplique, au cours de la plénière, le directeur de la DGRPI soutient plutôt que les recettes de la province ont triplé au cours de ces trois dernières années. Il a soutenu que les recettes mensuelles de la province sont passées de 280 millions FC en 2015 à environ 700 millions FC en 2018. Pour lui, la contribution de cette régie est importante dans le budget de la province géré par le gouvernement provincial. Pour l'auteur de la motion, les recettes produites par cette régie qui compte environ 700 agents sont insignifiantes. A titre illustratif, il a cité le cas de territoire de Mambasa qui a généré 350 000 USD en 2018. Ce qui représente une moyenne de 2000 USD mobilisés par chaque percepteur sur un total de 122 agents de ce territoire. Pour lui, cette somme est dérisoire par rapport au niveau de vie de ces percepteurs qui réclament plus de 10 mois d'arriérés de salaires.

Haut-Uele : le député Jean-Pierre Anokonzi plaide pour le retour des éleveurs Mbororo dans leurs pays d'origine. Selon lui, le territoire de Faradje dans le Haut-Uele est menacé par la présence des éleveurs Mbororo depuis la fin du mois de mars dernier. Ces éleveurs étrangers occupent 5 sur 8 localités de ce territoire sans documents réguliers et munis de leurs armes. Pire, leurs bêtes dévastent les champs des populations et tarissent les sources d'eau potable.

Djugu : 7 morts dans une attaque des hommes armés dans la localité de Tsukpa. La première attaque est intervenue samedi 8 juin au village de Gbi au bord du lac Albert. Le chef de groupement Mambisa renseigne que ces hommes ont tué trois personnes dont un commerçant. Ils ont pris également en otage deux jeunes qui ont été exécutés quelques heures plus tard. La deuxième incursion des hommes armés a eu lieu ce dimanche à 5 h locales au village de Tsukpa en chefferie de

Mambisa dans le territoire de Djugu. Des hommes armés ont ouvert le feu sur deux militaires des Fardc dans leurs postes de contrôle. Ils sont morts sur le champ. Ces assaillants ont emporté leurs armes du type AK 47.

Maniema : la Monusco forme à Kabambare les membres du comité local de protection sur l'identification des menaces. Dix-sept membres parmi lesquels 8 femmes composent ce comité de Kabambare. « Pour la Monusco, cette activité s'est inscrite dans le cadre de son mandat prioritaire qui est la protection des civils. Dans le souci de contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones sorties des conflits pour identifier et analyser les menaces de protection majeures ainsi que les facteurs de fragilité identifiés et enregistrés dans chaque communauté », explique London Kalume de la section des affaires civiles de la Monusco. « Ce comité ne vient pas remplacer les institutions de l'état. Par contre, il vient apporter sa pierre à l'édifice pour le retour de la paix dans le territoire de Kabambare », a dit l'abbé Elias Wakenge, rapporteur du comité local de protection de Kabambare.

Ituri : une personne meurt d'Ebola dans la ville de Bunia. Une femme est morte vendredi 7 juin de la maladie à virus Ebola dans la ville de Bunia. Selon le médecin chef de division de santé en Ituri, Dr Louis Tsulo, la victime est venue de la ville de Beni au Nord-Kivu où elle était recherchée par l'équipe de riposte. Il ajoute que toutes les dispositions sont prises pour contenir la propagation de cette maladie. Il invite la population de Bunia au calme et au respect des mesures d'hygiène.

Lundi 10 juin.

Quatre villages se vident après combats entre armée et miliciens à Masisi. Les affrontements entre les Fardc et ces présumés rebelles du CNRD (Conseil national pour le renouveau et la démocratie) ont eu lieu dans les localités de Loashi et Showa, à l'ouest du chef-lieu du territoire de Masisi. L'armée tente encore d'empêcher ces rebelles hutus rwandais de se frayer un passage pour aller vers le parc national des Virunga via le secteur Osso et la chefferie des Bashali. Mais plusieurs rebelles, lourdement armés et en tenues similaires à celles des Fardc, auraient réussi à passer avant de disparaître dans la nature. Une dizaine de rebelles aurait été capturée par les Fardc.

Nord-Kivu : un conflit de pouvoir coutumier divise la population de Kibumba. La population de la région de Kibumba dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu) est divisée, depuis deux semaines, après l'installation du chef de groupement de cette entité. Ce chef de groupement avait été suspendu il y a quelques semaines, puis réhabilité par les autorités provinciales. Ce qui a créé une vive tension à Kibumba, samedi 8 juin dans la matinée. Le calme est revenu après l'intervention de la police.

Haut-Katanga : des agents des divisions provinciales réclament 13 ans d'arriérés de salaire. Une centaine d'agents des divisions provinciales de l'Agriculture, Pêche et Elevage ainsi que du Développement rural réclament treize ans d'arriérés de salaires. Dans un mémorandum adressé dimanche 9 juin au chef de l'Etat, ils indiquent qu'ils sont agents sous statut selon un arrêté du Premier ministre signé en juillet 2009.

Kasaï-Central : Caritas distribue des outils aratoires à plus de 2 000 ménages à Luiza. Le Bureau de Caritas Luiza rapporte avoir assisté deux mille trente-sept ménages vulnérables dans la zone de santé de Tshibala. Cette structure catholique explique que ces ménages ont reçu des vivres et des biens non-alimentaires. Cette distribution de vivres rentre dans le cadre du projet sur l'amélioration immédiate des conditions de vie des personnes affectées par la dernière crise au Kasaï, occasionnée par les affrontements des miliciens Kamuina Nsapu. Ce projet a été financé par la Caritas Allemagne, fait savoir Caritas. Chaque ménage a reçu deux houes, un râteau, une machette, un arrosoir, quelques kilos des cultures maraichères. A ces intrants agricoles, se sont ajoutés des vivres : de la farine de maïs, le haricot, le sel de cuisine ainsi que l'huile végétale.

Ituri : quatre personnes tuées au village de Zibiti. Quatre personnes dont le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) ont été tuées par balles lundi 10 juin matin, par des hommes armés non encore identifiés, au village de Zibiti en chefferie de Mambisa (Ituri). Les victimes se rendaient au marché d'Iga barrière à bord d'un véhicule lorsqu'elles sont tombées dans une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés. Ils ont ouvert le feu sur le véhicule. Le bilan avancé par les chefs coutumiers est de quatre morts et un blessé. Cette nouvelle a suscité la tension dans la communauté Lendu dont sont originaires les victimes.

Le président Félix Tshisekedi attendu à Malabo. Le Président de la République Felix-Antoine Tshisekedi est attendu en début de cette semaine à Malabo, république de Guinée équatoriale, pour participer à la conférence annuelle des banques africaines. Organisées sous le leadership de la Banque africaine de développement (BAD), ces assises constituent un rendez-vous des décideurs et bailleurs de fonds des projets intégrateurs régionaux et sous-régionaux. En sa qualité de 2eme vice-président de l'Union africaine et président de la sous-région Afrique centrale, le Chef de l'Etat Felix-Antoine

Tshisekedi devrait passer par Libreville pour rencontrer son homologue Ali Bongo Ondimba. La BAD est très intéressée par le projet Inga, en vue de booster l'industrialisation de plusieurs États africains.

Edouard Beigbeder, nouveau Représentant de l'Unicef en RDC. M. Edouard Beigbeder a pris ses fonctions, lundi 10 juin, en tant que Représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance en RDC. Avec plus de 20 ans d'expérience dans le domaine du développement, Edouard Beigbeder, devra mettre à profit son expertise afin de relever les nombreux défis concernant la situation des populations vulnérables en RDC, en particulier les enfants. Parmi ces défis, il y a notamment la lutte contre l'épidémie d'Ebola. La malnutrition chronique fait aussi partie des défis à relever par M. Beigbeder. Cette maladie touche plus de 6 millions d'enfants dans le pays. M. Beigbeder a été Représentant de l'Unicef au Bangladesh et en Haïti. Auparavant, M. Beigbeder a occupé le poste de coordinateur des 13 bureaux de terrain de l'Unicef en Inde de 2009 à 2012.

Ebola à Beni : trois nouveaux décès confirmés. Dans son bulletin sur l'évolution de la situation de l'épidémie à virus Ebola, le ministère précise un décès communautaire à Mabalako, et deux autres au centre de traitement Ebola de Mabalako. Le ministère annonce aussi neuf nouveaux cas confirmés dans la province du Nord-Kivu. Quatre cas sont signalés à Mabalako, deux à Butembo, un à Mangurujipa, un à Musienene et un autre dans la ville de Beni. Huit personnes guéries ont été sorties des centres de traitement Ebola, dont 6 à Katwa et 2 à Butembo.

Les militants de l'UDPS envahissent le Parlement. Des centaines de militants et sympathisants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) de Felix Tshisekedi ont envahi ce lundi 10 juin avant-midi le Palais du peuple, siège du Parlement congolais. Très en colère, ils ont dénoncé le débat organisé à l'Assemblée nationale au cours de sa plénière de vendredi dernier sur les récentes ordonnances du président de la République nommant les mandataires de la Gécamines et de la SNCC. Les manifestants exigeaient des excuses publiques de la Chambre basse du Parlement et des sanctions exemplaires à l'encontre du député Charles Nawej Mundele pour outrage au chef de L'Etat. Les manifestants venus en grand nombre scandaient des chants de soutien au chef de l'État Felix Tshisekedi, s'en prenant à tous les parlementaires qui tentaient d'accéder dans l'enceinte du Palais du peuple.

Ituri : le bilan de l'attaque du village Zibiti revu à 12 morts. Tout est parti du meurtre de quatre personnes vers 8 heures locales par des hommes armés non identifiés au village de Zibiti situé entre les localités de Nizi et Bambu. Les victimes, qui appartiennent toutes à une même communauté, se rendaient au marché d'Iga barrière à bord d'un véhicule. Elles sont tombées dans une embuscade tendue par des hommes armés non autrement identifiés, qui ont ouvert le feu sur le véhicule. En représailles, des contestataires ont tué deux personnes à Mongwalu à 80 km de Bunia. Deux policiers ont été aussi tués au village de Ngoto dans la chefferie de Banyari Kilo par des manifestants. L'Administrateur du territoire de Djugu, Alfred Bongwalanga, annonce également le meurtre de quatre personnes d'une même communauté, dont trois femmes, par un groupe de manifestants au village de Kparnganza. Selon des sources concordantes, les manifestants ont envahi les rues pour manifester leur colère. La circulation est perturbée sur plusieurs axes routiers. Un déplacement massif de la population est observé, notamment vers Bambu, Nizi et Mongwalu en direction de Bunia. Les chefs coutumiers des entités Hema et Lendu invitent leurs administrés à arrêter les violences afin d'éviter d'embraser la région.

L'insécurité à Goma empêche Katumbi d'atterrir... C'est la question que doivent se poser les proches de Katumbi qui sont une fois de plus confrontés à une interdiction d'atterrir à Goma ce lundi 10 juin. Pour la seconde fois, l'avion de l'ancien gouverneur du Katanga n'a pas reçu l'autorisation de se poser à Goma, la capitale du Nord-Kivu. Les gestes de bonne volonté qui ont marqué les premières semaines du règne de Félix Tshisekedi à l'égard de son « frère » Moïse se sont fracassés sur le mur de la realpolitik. Après avoir accepté de lui rendre son passeport (ce qui était en fait une obligation et pas un cadeau, Katumbi étant Congolais), après avoir laissé dire le droit aux juges qui ont enterré les dossiers spoliation d'immeuble et de mercenaires à charge de Katumbi, le pouvoir a d'abord refusé d'octroyer un passeport à son principal conseiller, Salomon Kalonda Della, avant de refuser d'accorder une autorisation d'atterrissage à Goma fin mai à l'avion de Katumbi qui devait se rendre à Goma après un retour au pays marqué par des scènes de liesse jamais vues à Lubumbashi. Deux semaines plus tard, Moïse Katumbi était de nouveau attendu à Goma et, une fois de plus, son avion n'a pas été autorisé à se poser à Goma pour des motifs de sécurité qui ne pouvait être garantie. **(La Libre Afrique)**

Lundi 11 juin.

L'ex-député Etibako appelle à la création d'un tribunal spécial sur les tueries de Yumbi. Au nombre de ses recommandations aux autorités du pays, Etibako Edi Ndito insiste sur l'arrestation de véritables instigateurs de ces conflits, devenus parlementaires ou autres autorités politiques : « Il faut écraser cette organisation criminelle connue de tous. Les

noms sont connus. La plupart (des auteurs de ces tueries) sont aujourd'hui des députés nationaux, couverts d'immunités. L'Etat devrait prendre la décision de lever les immunités de ces gens pour qu'on les juge. Il faut créer un tribunal spécial pour résoudre le problème dans l'ensemble, qu'on réhabilite d'abord les victimes dans leurs droits ». Selon lui, c'est « un groupe de charlatans » qui se réunissent en milice pour tuer les gens. Ce ne sont pas tous les batende.

Médias : Kasonga Tshilunde, le président de l'UNPC, démis de ses fonctions. Le président de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC), Kasonga Tshilunde Boucar a été radié de son poste, lundi 10 juin. Les griefs retenus contre lui sont notamment la dissipation des moyens financiers, l'abus de pouvoir, les abus des biens sociaux et la violation des statuts de l'UNPC. La décision de radier Kasonga Tshilunde intervient à la suite de deux plaintes déposées par le secrétaire général de l'UNPC Benoit Kambere et Gustave Kalenga Kabamba de la Commission de la carte professionnelle.

Le système « Kabila bis » tente de museler Moïse Katumbi, dénonce Patrick Mundeke. « Nous savons maintenant que rien n'a changé. C'est le même système, la même méthode. Trop c'est trop. Ils ne peuvent pas lui donner l'autorisation de navigation pour l'empêcher d'atterrir à Goma », a-t-il fustigé. Selon lui, le système « Kabila bis » ne va pas intimider Ensemble pour le changement et Lamuka. Attendu lundi après-midi à Goma, le leader de Lamuka, Moïse Katumbi, n'a pas pu faire le déplacement. Sur Twitter, Il a annoncé n'avoir pas obtenu d'autorisation d'atterrir dans le chef-lieu du Nord-Kivu avec son jet privé.

Deux prévenus s'accusent d'avoir joué un rôle important dans le meurtre des experts de l'ONU. L'ancien témoin vedette Jean Bosco Mukanda a été confronté à Vincent Manga. Les deux prévenus se sont accusés d'avoir joué un rôle important dans l'exécution de Zaida Catalan et Michael Sharp. Mais chacun a nié être impliqué dans le meurtre. Jean Bosco Mukanda relate avoir vu Vincent Manga parmi les chefs miliciens qui ont décidé de l'exécution des experts le 12 mars 2017 à Moyo Musuila. L'ancien témoin vedette fait même savoir que d'après les informations qui lui ont été communiquées, Manga a reçu l'une des motos avec lesquelles les experts ont effectué leur voyage. Vincent Manga dément tout. Il révèle au tribunal que Jean Bosco Mukanda détenait des mèches de cheveux coupés sur la tête de l'un des experts. « C'est lui Jean Bosco qui a amené les cheveux et les a distribués au Tshiota de Trésor », raconte Manga.

Nord-Kivu : la population de Nkangi regagne le village après le renforcement de la présence des Fardc. Cette cité a été agitée tout le week-end avec des manifestations populaires contre les combattants Nyatura. Dimanche 9 juin, les habitants de Nkangi avaient abandonné leur village craignant d'éventuelles représailles des Nyatura. La veille, ils avaient incendié une dizaine d'abris de fortune construits par ces combattants. Tout serait parti, de l'attaque d'une position des Fardc à Nkangi par les Nyatura, samedi vers 21 heures. Des échanges de tirs s'en sont suivis pendant quelques minutes.

Maniema : le FCC rafe tous les postes de l'exécutif provincial, CACH mécontent. Près de trois cents partisans et militants de l'Union pour la nation congolaise et de l'union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), membres de la coalition Cap pour le changement (CACH) sont descendus dans la rue lundi 10 juin à Kindu, dans la province du Maniema. Ces militants déplorent le fait que le gouvernement provincial soit composé à 100% de membres du Front commun pour le Congo (FCC). CACH dit craindre en même temps que cette façon de faire ne maintienne la province du Maniema dans un sous-développement. Les partisans de l'UNC et de l'UDPS se sont rendus au gouvernorat et à l'assemblée provinciale du Maniema où ils ont déposé un mémorandum pour contester aussi les nominations dans les régies financière provinciales, occupées par le FCC.

Assurances : deux nouvelles entreprises s'installent à Kinshasa. Deux entreprises de la société d'assurance Raw Sur ont été inaugurées lundi à Kinshasa. Tarik Letriek, chef des opérations de Raw Sur a indiqué que la société Raw Sur S.A va couvrir l'assurance automobile, le risque habitation, la santé et les risques divers. La société Raw Sur Life est là pour s'occuper de l'assurance vie du citoyen congolais qui a besoin d'un soutien.

Kinshasa : sécurité renforcée au Palais du Peuple après la manifestation de l'UDPS. Depuis ce matin, un dispositif imposant des policiers quadrille toutes les entrées du Palais du Peuple, empêchant les motards d'emprunter les voies d'accès et filtrant toutes les entrées de piétons dans l'enceinte du Bâtiment.

Beni : la grève des chauffeurs affecte la riposte contre Ebola. Au deuxième jour de la grève des chauffeurs des véhicules en location dans la riposte contre la maladie à virus Ebola à Beni, les activités de la riposte tournent au ralenti ce mardi 11 juin. Ces chauffeurs disent avoir enregistré trois mois impayés de frais de location de leurs véhicules ainsi que leurs primes. Les voitures sont prises en location par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), précise un des grévistes. « Quand on paie la voiture, le chauffeur aussi en bénéficie. Mais, quand on ne paie pas, le chauffeur manque quoi faire », poursuit-il. En outre, les manifestants disent travailler dans des conditions d'insécurité et cela sans aucun jour de repos.

Ituri : deux morts lors des manifestations de colère à Tche. Les violences se sont poursuivies ce mardi matin au village de Tche dans le groupement Losandrema. Un groupe de jeunes a envahi ce village, où des centaines d'habitants étaient bloqués. Selon le chef de ce groupement, deux personnes ont été tuées par des manifestants. Dans la débandade, des habitants ont fui notamment vers Largu. Dans la chefferie de Mambisa, quatre commerçants ont été tués lundi, plusieurs maisons incendiées et des boutiques sont soit pillées soit saccagées. Ces scènes se sont déroulées notamment aux villages de Longa Longa et de Kalo ainsi que dans deux autres villages du groupement Ndikpa. Une position de la police a été également incendiée à Kalo. A Mongwalu, où deux personnes ont été tuées le même lundi, la tension a un peu baissé, selon le bourgmestre de cette commune. Mais, les activités économiques restent paralysées et la circulation est timide. Le même décor est observé dans plusieurs villages où la circulation n'est pas intense.

RDC: marche des militants de l'UDPS à Lubumbashi. Le calme est revenu mardi 11 juin après-midi à Lubumbashi après une matinée agitée à la suite de la marche organisée par les militants de l'UDPS qui entendaient protester contre les propos tenus par certains députés nationaux mettant en cause deux ordonnances présidentielles nommant les mandataires de l'Etat à la Gécamines et à la SNCC. Le bilan fait état de plusieurs biens vandalisés et des personnes interpellées.

Invalidé, le député Kibala accuse et appelle à la mobilisation. Dans la nuit de lundi à mardi, la Cour constitutionnelle congolaise a tranché sur divers dossiers de contentieux électoraux. Une dizaine de députés nationaux ont été invalidés. Tous de l'opposition, tous immédiatement remplacés par des candidats du FCC. « A ce rythme-là, il y aura bientôt plus d'élus FCC que de sièges à l'Assemblée nationale », lâche, sarcastique, un candidat non élu de l'UDPS. « Kabila veut démontrer qui est le patron. Il se moque de tout le monde. Où est la cohabitation Cach – FCC ? » Parmi les candidats invalidés, Jules Vahikeya (MS) du Nord-Kivu et Jean-Claude Kibala (MS) du Sud-Kivu. Le premier parle « d'acharnement contre le MS de Pierre Lumbi ». Le second, lui, va plus loin. Pour Jean-Claude Kibala, ancien vice-gouverneur du Sud-Kivu et ministre de la Fonction publique dans les gouvernements Matata, il ne fait pas de doute qu'il s'agit d'une stratégie du FCC pour jauger la réaction de l'opposition et de la rue. « Dans notre circonscription, il n'y avait pas de contentieux, explique Jean-Claude Kibala. Notre avocat n'a pas pu s'exprimer, nous n'avons jamais été averti qu'il y avait un quelconque litige. » Le député invalidé concède qu'un tel scénario pourrait être envisageable si un candidat parvenait à démontrer à la Cour qu'il a bien obtenu plus de voix que ceux qui ont été élus. « Mais dans ce cas, c'est l'élu qui a obtenu le moins de voix qui s'efface au profit du requérant. Dans mon cas, je suis arrivé en tête. Mais la candidate qui aurait dû faire les frais de ce jeu de chaises était une candidate du FCC... » « **Sur quel chiffre se base la Cour ?** ». « Qui plus est, poursuit l'ancien ministre, la Cour constitutionnelle ne peut donc trancher que sur le nombre de voix. Elle a déjà statué sur la qualité des candidats avant le scrutin. Elle s'est prononcée de manière définitive sur cette question. Tous ceux qui ont concouru ont été reconnus aptes à le faire par la Cour elle-même. Elle ne peut donc invalider que sur base des résultats chiffrés des élections. Mais où va-t-elle chercher ces résultats vu que la Ceni n'a publié aucun chiffre. C'est du non-sens complet ». Pour Jean-Claude Kibala, il ne fait aucun doute que le FCC a un plan bien établi en tête. Il ne s'agit pas seulement d'invalider les candidats de l'opposition les uns après les autres, il s'agit aussi de voir jusqu'où il peut aller avant que la population réagisse. « Jusqu'ici, la population est demeurée passive. On lui a imposé des élus pour lesquels elle n'a pas voté sans que rien ne se passe. Nous autres, membres de l'opposition, nous avons notre part de responsabilité. Nous avons voulu jouer le jeu de la démocratie, nous avons fait semblant d'accepter les résultats face à des adversaires qui n'ont aucune limite. La population nous a regardés, elle a peut-être attendu un mot d'ordre qui n'est jamais venu. Aujourd'hui, il faut donner une réponse claire. Il faut dire que cela suffit. Si nous ne réagissons pas, demain, le FCC modifiera la constitution. Nous avons commis une erreur de taille. Nous avons combattu Kabila au lieu d'affronter un système. Du coup, nous sommes toujours face au système et... à Kabila. Félix Tshisekedi, même s'il le voulait, n'a pas les armes pour s'opposer au système. Face à cette violation systématique de la démocratie, il faut une réponse à la hauteur des actes du FCC. Nous devons commencer à mobiliser la rue. Le pouvoir en place a démontré qu'il n'acceptera jamais le jeu démocratique. Il est allé trop loin, il a commis trop de dégâts pour pouvoir céder les rênes de l'Etat. Il s'est désormais enfermé dans une fuite en avant qu'on ne peut accepter. » La tension entre FCC et Cach à Kinshasa ? « Du théâtre kinoïse. On laisse quelques combattants faire du bruit pour montrer qu'il y a la place pour une forme de contestation. C'est du show, rien d'autre. » (**La Libre Afrique**)

Jeudi 12 juin.

La RDC et le Gabon réaffirment leur engagement à pérenniser la coopération bilatérale. Les deux présidents ont exprimé cette volonté lors d'une rencontre qui s'est déroulée dans la résidence privée du président gabonais à Libreville, où a transité le chef de l'Etat congolais qui se rendait à Malabo, en Guinée. Pendant l'échange, Félix-Antoine Tshisekedi a réitéré toute sa compassion à son homologue qui sort d'un accident cardio-vasculaire et qui se porte aujourd'hui en bonne santé. Après Libreville, le président congolais d'est envolé pour Malabo, en Guinée Equatoriale. A Malabo, Félix Tshisekedi devra prendre part, à partir de ce mercredi 12 juin, aux travaux de l'Assemblée annuelle de la Banque africaine du développement.

Lamuka dénonce l'invalidation de ses 23 députés. Les arrêts de la Cour constitutionnelle invalidant 23 députés de la plate-forme de l'opposition Lamuka sont manifestement commandés pour museler l'opposition politique, ont affirmé les députés Lamuka à l'issue de leur assemblée générale extraordinaire tenue mardi 11 juin à Kinshasa. Ces parlementaires estiment que "la Haute Cour n'a fait qu'obéir à un ordre politique pour fragiliser davantage l'opposition et ce, en dépit du meilleur résultat qu'ont obtenu ces élus invalidés". D'après l'opposition Lamuka, la Cour a rendu ses arrêts au-delà du délai de 60 jours fixé par l'article 74 de la loi électorale. « Ces arrêts sont rendus en violation flagrante des procédures en matière de contentieux électoral. Il se dégage donc clairement que les invalidations n'ont visé principalement que les députés de l'opposition », a affirmé Jacques Djoli, député MLC. La Cour constitutionnelle a à cet effet remplacé les députés proclamés élus par des candidats non élus, ajoute l'opposition. A titre illustratif, l'élu de Kalemie, Kabongo, s'est vu invalidé avec plus de 18 000 voix au profit de celui qui a obtenu moins de 5 000 voix. Augustin Mayenga du MS dit avoir subi le même sort. L'opposition politique invite la Cour constitutionnelle à corriger ces arrêts, à cesser son insoumission à la constitution, fondement de son existence, à exercer sa mission constitutionnelle en toute indépendance et impartialité.

«Il est prématuré de juger les arrêts de la Cour constitutionnelle sur les contentieux électoraux», estime Me Kilolo. Selon Me Aimé Kilolo, cadre du Front commun pour le Congo (FCC), il faudrait d'abord accéder au contenu des arrêts de la Cour constitutionnelle. « Il faut lire la motivation. Au moment où nous parlons, personne n'a encore reçu notification des arrêts en question. Tout ce dont le public a connaissance, c'est uniquement le dispositif, c'est-à-dire la conclusion, la décision finale validée ou invalidée », a fait savoir Me Kilolo. Me Kilolo dit comprendre la frustration de ceux qui ont été invalidés, mais il a indiqué que la justice demeure de tout temps, le pilier de la cohésion nationale.

MSF appelle à une mobilisation pour vacciner les enfants contre la rougeole. Médecins sans frontières (MSF) appelle l'ensemble d'acteurs nationaux et internationaux à une mobilisation massive pour vacciner plus d'enfants et soigner les patients affectés par la rougeole. L'épidémie de rougeole qui frappe la RDC risque d'être la plus meurtrière depuis sa forte résurgence dans le pays en 2011-2012. Au cours des cinq premiers mois de cette année, plus de 1 500 décès liés à la rougeole ont été comptabilisés.

Les attaques de mardi à Djugu ont fait 38 morts. Le village de Tché a été attaqué mardi vers 5 heures du matin. Selon le président de la société civile de Djugu, des jeunes munis d'armes blanches, présentés comme ressortissants d'une autre ethnie, ont surpris la population qui était bloquée, depuis la veille dans cette localité. Ils ont lancé une attaque et tué 38 personnes, indique la même source. Les assaillants ont surpris la population dans le village. Ils ont tué, pillé. La situation sécuritaire reste confuse dans la région où plusieurs attaques sont signalées depuis l'assassinat de quatre personnes lundi dernier vers Nizi.

Nord-Kivu : Lucha exige la réouverture de l'enquête sur la mort du militant pro-démocratie Luc Nkulula. Le mouvement citoyen Lutte pour le changement exige la réouverture d'une enquête indépendante pour faire la lumière sur la mort de Luc Nkulula qui était un militant de ce mouvement. Luc Nkulula avait perdu la vie dans un incendie qui avait ravagé sa maison dans la nuit du 9 au 10 juin 2018. Malgré l'enquête du procureur près le tribunal de grande instance qui a conclu à une mort accidentelle, la Lucha n'accepte pas cette conclusion. Selon la Lucha, la mort de Luc Nkulula serait liée à l'engagement militant de la victime. Une nouvelle enquête indépendante empêcherait le Parquet de « répondre aux injonctions, ou de donner les résultats qu'on lui donne ».

Bunia : la communauté Hema décrète trois jours de deuil, les activités paralysées. Les principales activités sont paralysées depuis mercredi 12 juin matin au centre-ville de Bunia en Ituri. La population a respecté le mot d'ordre de trois jours de deuil décrété par la communauté Hema en mémoire des victimes des dernières exactions perpétrées par des assaillants dans le territoire de Djugu. Ces attaques ont fait trente-huit morts, selon la société civile de Djugu. L'arrêt d'activités consécutif à ces jours de deuil prendra fin vendredi 14 juin, a indiqué Vicky Ngona, le porte-parole de la communauté Hema. Certains observateurs estiment que l'économie locale, déjà fragile, prendra un coup à la suite de ces trois jours d'inactivités, surtout que la majorité d'habitants vit au jour le jour.

Députés et sénateurs de Lamuka suspendent leur participation aux activités parlementaires, a déclaré à la presse mercredi 12 juin à Kinshasa Martin Fayulu, candidat malheureux de Lamuka à la présidentielle de décembre dernier. Par la même occasion, il a rejeté les arrêts rendus par la Cour constitutionnelle invalidant en majorité les députés de cette coalition de l'opposition. Martin Fayulu promet d'organiser une série d'activités citoyennes pour exprimer le ras-le-bol du peuple : «Poursuite du sit-in devant la Cour constitutionnelle, sit-in qui a débuté le 11 juin 2019, marche des mamans au départ de la gare centrale jusqu'à la Cour constitutionnelle ce jeudi 13 juin 2019, marche des députés, sénateurs, cadres de Lamuka et des patriotes congolais au départ du Palais du peuple jusqu'à la Cour constitutionnelle ce jeudi 13 juin 2019 ».

La Monusco appelle à « ne pas gaspiller les acquis de l'alternance démocratique », a dit Florence Marchal à la conférence de presse des Nations Unies, avant de réaffirmer la disponibilité de la cheffe de la mission onusienne, Leila Zerrougui, à jouer ses bons offices entre les différents acteurs. « La Représentante spéciale du Secrétaire général encourage vraiment toutes les parties à avancer et à préserver les acquis qui ont été si chèrement gagnés ces derniers mois et qu'il est important de ne pas gaspiller toute cette avancée. Et la Monusco reste donc disposée et disponible pour pouvoir jouer ses bons offices avec les uns et les autres, pour pouvoir faciliter cette marche en avant de la démocratie du pays et vers son développement », a assuré Florence Marchal.

Kinshasa : les familles des condamnés du procès de Laurent-Désiré Kabila sollicitent la grâce présidentielle. La marche en faveur de la libération d'Eddy Kapend et ses compagnons a été réprimée et stoppée au niveau du Palais du Peuple par les éléments de la police nationale. Des dizaines des membres et proches des familles des condamnés dans le procès de feu le président Laurent Désiré Kabila ont ainsi été obligés de replier au siège de l'ONG Asadho, où ils ont manifesté pendant quelques heures. Lors du prononcé dans cette affaire, a rappelé le président de cette ONG, Jean-Claude Katende, « il avait été dit que les enquêtes n'étaient pas terminées. Et nous estimons qu'on ne pouvait pas prononcer des condamnations, contre des personnes, alors que les enquêtes n'étaient pas terminées dans une affaire. » Selon lui, l'espoir d'une libération imminente est permis. L'activiste des Droits de l'homme dit miser sur la grâce présidentielle à l'approche de la date de l'indépendance du pays.

Six millions d'enfants malnutris seront pris en charge grâce à un financement de la Banque mondiale. La Banque mondiale a répertorié plus 6 millions d'enfants malnutris en RDC. « Sur le 6 millions d'enfants malnutris chroniques, presque 2 millions ou 4 millions manifestent une malnutrition aiguë », a affirmé Ines Lezema, cheffe de la Section Nutrition au sein de l'Unicef en RDC. Le pic de malnutrition survient souvent en cas des conflits, des mouvements des populations, des épidémies et d'autres situations qui provoquent la vulnérabilité au sein d'une population. La clé de la réussite d'une politique de lutte contre la malnutrition réside dans le choix des interventions à mener surtout auprès des jeunes enfants et des femmes, en termes de prévention et de traitement.

Les accrochages entre militants de l'UDPS et du PPRD ne remettent pas en cause la coalition FCC-Cach (Augustin Kabuya) « Je pense que ce qui s'est passé n'est qu'un accident de parcours. Loin de l'UDPS ou de notre plate-forme de remettre en cause notre coalition, parce nous sommes en train de travailler d'arrache-pied pour trouver des voies et moyens afin de mettre en place un gouvernement », a déclaré Augustin Kabuya. Il a par ailleurs invité les militants de son parti à ne pas se laisser instrumentalisés par qui que ce soit.

Kisangani : un soldat tue trois civils avant d'être abattu par ses compagnons. Un soldat a battu à mort sa compagne après une brève dispute, ce jeudi 13 juin dans la commune de Mangobo à Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo, indiquent les témoins. Les voisins qui ont vu la scène ont tenté de maîtriser l'homme qui a aussitôt ouvert le feu, tuant sur le coup deux autres civils. Informés, ses compagnons d'armes ont essayé en vain de le désarmer, avant de l'abattre.

Nord-Kivu : affrontements entre groupes armés à Masisi, des centaines de ménages dans la rue. Un mouvement massif des populations des groupements Nyamaboko 1 et 2 fuyant les affrontements de la semaine dernière entre les groupes armés Nyatura/Delta et le NDC/Renové Ndime Ndime, s'observe dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. Les déplacés estimés à plus de 800 personnes se sont orientés vers les villages Kishe, Kibahemula, Rutoboko, Mahanga et Humura où ils ont trouvé refuge. De nombreuses ménages passent la nuit à la belle étoile, tandis que d'autres sont dans des familles d'accueil à Waloa-Yungu, Kimua et Languira en territoire de Walikale.

Sud-Ubangi : le président de l'assemblée provinciale évincé. John Degbalase, le président de l'assemblée provinciale du Sud-Ubangi, membre du parti politique AFDC de la coalition FCC, a été démis de ses fonctions mercredi 12 juin par les députés à la suite d'une motion incidentielle votée par la majorité des élus. Seize députés sur les dix-neuf présents ont voté la motion présentée à la plénière par Dieudonné Libakelo, élu de Budjala. Ce dernier reproche notamment à John Degbalase de s'être fait payer pour un voyage privé à Kinshasa, la mauvaise cohabitation avec les membres du bureau, le recrutement de la majorité du personnel d'appoint parmi les membres de sa tribu et son refus de convoquer des séances plénières. La plénière de mercredi qu'il a convoquée lui a donc coûté son poste.

Meurtre des experts de l'ONU: Jean Bosco Mukanda nie avoir été à la tête d'un groupe de malfaiteurs. La décision de renvoi lue par le tribunal devant le prévenu mentionne que Jean Bosco Mukanda est suspecté d'avoir exercé un commandement au sein d'une frange de la milice née de la mouvance Kamuina Nsapu ayant pour but d'attenter aux personnes et aux biens. Parmi les personnes qui constitueraient cette bande, il y aurait notamment Bula Bula, Ilunga Lumu,

Tshiaba Kanowa, Tshikangu Amoxi et d'autres personnes poursuivies pour le meurtre des experts de l'ONU. Au total, une trentaine de personnes soupçonnées d'avoir fait partie de cette bande. Invité à se défendre, Mukanda affirme n'avoir jamais été à la tête d'un groupe de malfaiteurs. L'ancien témoin vedette assure d'ailleurs ne pas connaître certaines personnes citées comme faisant partie de la bande. Mais certains noms ne lui sont pas étrangers : Mamba Tshiakuisha, Biduaya Tshiakuisha, Jean Kutenalu. Le ministère public révèle que Mukanda a eu une abondante communication avec ces personnes qui étaient pourtant des miliciens. Mukanda répond qu'ils lui fournissaient des informations sur les activités de la milice. Informations qu'il prétend avoir fourni à l'armée.

Bruno Tshibala salue les opportunités de la Semaine Française de Kinshasa. La 6ème édition de la Semaine Française de Kinshasa a ouvert ses portes mercredi 12 juin au chapiteau du Pullman Grand Hôtel. Quarante-neuf entreprises de différents secteurs participent à ce forum économique et culturel placé sous le thème : « Diversification & Transformation : un nouvel élan économique ». Ce forum est organisé par la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise, en partenariat avec l'Ambassade de France en RDC. La 6ème édition de Semaine Française de Kinshasa se clôture samedi 15 juin.

Activités toujours paralysées à Bunia. La situation était tendue jeudi 13 juin matin dans la ville de Bunia au deuxième jour de deuil décrété par la communauté Hema contre les exactions dans le territoire de Djugu. Plusieurs centaines de jeunes Hema venus de la localité périphérique de Shari sont descendus dans la rue pour manifester leur colère. Des altercations avec d'autres jeunes du sous-quartier Yambi-Yaya ont été évitées grâce à l'intervention de la police, qui a renforcé ses effectifs dans plusieurs coins de la ville. Plusieurs artères de la ville ont été prises d'assaut par ces jeunes, munis de bâtons. Ce mouvement spontané de masse a fait que les rues se sont vidées.

Décès de monseigneur Léon Kalenga. Monseigneur Léon Kalenga Badikebele est décédé mercredi 12 juin à Rome (Italie), où il était nommé par le Pape François Nonce apostolique depuis le 17 mars 2018. Né à Kamina le 17 juillet 1956, il avait été ordonné prêtre pour le diocèse de Luebo dans la province du Kasai le 5 septembre 1982. C'est le 27 février 1990 qu'il était entré au service diplomatique du Saint-Siège. Depuis lors, il avait travaillé dans les représentations diplomatiques du Saint-Siège au Ghana, Salvador et Belize.

Vendredi 14 juin.

« La Cour constitutionnelle a violé la Constitution », accuse l'ECC. « La Cour a violé la Constitution et ses arrêts portent atteinte à la paix sociale et à la justice », a déclaré jeudi 13 dans un point de presse, le révérend Moïse Bema, directeur de cabinet du président de l'ECC. Il réagissait aux récents arrêts de la Cour constitutionnelle invalidant plusieurs députés de l'opposition. La Cour constitutionnelle statuant en dernier ressort continue de rendre ses arrêts en matière de contentieux élections pour les législatives du 30 décembre 2018. Les derniers cas en date sont les arrêts rendus dans la nuit du 10 juin qui invalident 26 députés nationaux, dont 8 du MLC. Ce qui porte à plus de 30, les députés invalidés à ce jour, dont 23 de l'opposition. Si les arrêts de la Cour constitutionnelle sont exécutoires et opposables à tous, selon lui, ils doivent être aussi irréfutables et sources de probité morale des juges. « Ce qui n'est pas le cas », estime l'ECC.

Franck Diongo appelle Félix Tshisekedi à bloquer les arrêts de la Cour constitutionnelle. Le député honoraire Diongo invite Félix Tshisekedi à user de ses prérogatives constitutionnelles pour revoir la composition de la Cour constitutionnelle. « Je sollicite au président de la République que ces arrêts ne soient pas appliqués. Que les trois juges qui relèvent de la présidence de la république soient révoqués », a-t-il affirmé. Seul le président de la République doit agir vite pour sauver la nation en danger, selon lui.

Ituri : 27 nouveaux corps découverts à Djugu. Seize corps ont été découverts jeudi 13 juin au village de Roulé dans le groupement Sumbuso de la chefferie de Bahema Nord dans le territoire de Djugu et onze autres le même jour au village Tché du groupement Losandrema, a annoncé vendredi Jules Tsuba, le président de la société civile du territoire de Djugu. Ce qui fait un décompte macabre de vingt-sept morts. Le village de Roulé a été attaqué mardi par un groupe d'assaillants munis d'armes blanches et à feus, affirme Jules Tsuba. Pendant ce temps, onze nouveaux corps en décomposition ont été découverts à Tché jeudi, après l'attaque de mardi dernier. Un premier bilan de 38 morts avait été avancé par plusieurs sources. Selon la Société civile, d'autres corps sont dans l'abandon en brousse. Elle appelle à l'ouverture d'un couloir sécurisé pour que la Croix Rouge accède à la zone pour des enterrements dignes.

"Maji ya amani", un projet pour réduire les conflits intercommunautaires à Luberizi, au Sud-Kivu (Léon Baroani). Plus de 300 personnes issues de toutes les communautés locales sont engagées dans la lutte pour la réduction des conflits intercommunautaires à Luberizi, dans la plaine de la Ruzizi, en territoire d'Uvira. Les travaux de ce projet ont été lancés le

weekend dernier à Tenge Tenge, à Luberizi même, avec le financement du ministère néerlandais des Affaires étrangères, a affirmé Léon Baroani, chef de programme de Search for Common Ground. Ces travaux consistent à irriguer l'eau de la rivière Luberizi afin de faciliter la fertilité. En dehors du travail d'irrigation, Search for Common Ground a mis en place des comités de paix qui font la sensibilisation et de la médiation entre les communautés.

La RDC demande l'adhésion à l'EAC. Le président congolais a officiellement demandé à son homologue rwandais Paul Kagame l'adhésion de la RDC à l'East African Community, dans un contexte tendu entre les membres du bloc régional. La demande sera examinée lors du prochain sommet, en novembre prochain. La RDC sera-t-il le septième État à rejoindre l'EAC? Félix Tshisekedi a exprimé, dans une lettre adressée le 8 juin au président rwandais Paul Kagame, qui préside la Communauté d'Afrique de l'Est, son souhait de voir le Congo intégrer le bloc régional. Le dernier pays à avoir rejoint l'EAC est le Soudan du Sud, en 2016. Cette demande est « une confirmation de la priorité affichée par le président Tshisekedi d'axer sa politique régionale sur la coopération et l'intégration », estime Olivier Nduhungirehe, secrétaire d'État en charge de l'EAC au ministère rwandais des Affaires étrangères. La requête de Tshisekedi, précise la lettre, « fait suite aux échanges commerciaux qui ne cessent de croître entre les opérateurs de la RDC et ceux des États de la susdite Communauté ». **(Jeune Afrique)**

Trois policiers tués et leurs corps découpés près de Bunia. Vers 13 h ce jeudi, le sous-lieutenant Papy Basuwa a reçu l'appel d'un paysan dans la zone qui l'alertait sur une présence suspecte dans son champ, sollicitant l'intervention de la Police. Accompagné de deux autres policiers, le sous-lieutenant Basuwa s'est rendu sur les lieux pour s'enquérir de la situation. Arrivée sur place, cette équipe de policiers a soudainement été accueillie par des coups de feu. Papy Basuwa a été mortellement touché. Ses deux collègues aussi sont morts sur le coup. Leurs bourreaux ont par la suite asséné des coups de machettes à leurs corps inertes. Les corps des trois hommes ont été récupérés et ramenés à Bunia à la tombée de la nuit. En moins d'une semaine, la police a perdu une dizaine d'hommes dans ce nouveau cycle de violence.

Contentieux électoraux : « Les mieux élus se font remplacer par les non-élus », dénonce Jacques Djoli. « Nous demandons à la cour de revoir ces déséquilibres. Mais pas sur le plan tout simplement de principes, mais parce qu'il y a des erreurs, voire de manifestations de dol (fautes commises intentionnellement) dans certaines décisions rendues où pratiquement les meilleurs élus sont remplacés », a indiqué le député national Jacques Djoli. « La justice doit élever la nation, la justice ne doit pas détruire la nation, créer l'instabilité, créer l'insécurité juridique. Et je crois qu'il a été très sensible à notre démarche. Nous, nous sommes républicains, nous sommes venus lui dire ce que nous attendons de lui. Mais encore une fois, je vous ai dit que la justice est rendue au nom du peuple. Et ceux qui ont été invalidés se sont les élus du peuple. Donc, nous sommes dans la démocratie le pouvoir appartient au peuple. Si nous n'avons pas gain de cause à travers les institutions, nous allons nous remettre à la volonté du peuple telle qu'exprimée par l'article 64 de la constitution », a déclaré Jacques Djoli.

Les Etats-Unis, le Royaume Uni, le Canada et la Suisse déplorent « l'aggravation des tensions politiques » en RDC. Dans un communiqué publié vendredi 14 juin, ces pays indiquent que ces tensions sont suscitées par les décisions de la Cour constitutionnelle qui a invalidé plus de 30 parlementaires, la plupart d'entre eux étant des membres de l'opposition ». Les ambassadeurs de ces 4 pays notent que « Les récentes décisions de la Cour Constitutionnelle, prises en dehors des échéances prescrites par la loi nuisent à un climat politique apaisé et mettent à risque l'opportunité après les élections présidentielle et législatives de donner place au changement pour lequel la population congolaise a voté ». Ils regrettent ce climat d'incertitude et rappellent leur engagement pour l'Etat de droit. L'Espace inter plateforme des jeunes (EIPJ)/RDC, regroupant plus de 70 associations de jeunes, fustige le comportement des juges de la Cour constitutionnelle qui rendent les arrêts des contentieux électoraux hors délai. « L'EIPJ/RDC interpelle la jeunesse congolaise qui est divisée et utilisée abusivement pour des intérêts égoïstes. Le pays va mal, il est grand qu'on ne parle plus de la jeunesse du FCC, jeunesse du CASH, jeunesse de LAMUKA, mais plutôt jeunesse congolaise tout court. Où allons-nous chers jeunes ? Jusqu'à quand serons-nous manipulés par ceux-là qui brillent par l'égoïsme ? Devons-nous continuer à protéger les intérêts des individus au détriment de ceux de notre nation? Le pays est en danger », a averti Don Okoma Onyumba, secrétaire exécutif de l'EIPJ/RDC. Cette plateforme met en garde tous ceux qui, de près ou de loin veulent rendre ce pays ingouvernable pour leurs intérêts et faciliter sa balkanisation.

Fizi : l'armée et les autorités locales sensibilisent à la cohabitation pacifique entre les communautés. Le colonel Honoré Katembo, commandant des opérations militaires des Fardc à Minembwe, en territoire de Fizi (Sud-Kivu), en collaboration avec les autorités civiles locales sensibilisent la population à une cohabitation pacifique intercommunautaire. Lors d'un atelier qui s'est clôturé jeudi 13 juin, il a appelé toutes les communautés Babembe, Banyindu, Bafuliiru et Banyamulenge à se désolidariser des groupes armés locaux et étrangers. Le thème de cette sensibilisation était «

Cohabitation pacifique intercommunautaire en vue d'une transhumance apaisée ». Elle a regroupé tous les représentants des communautés vivant dans les Hauts plateaux de Minembwe, secteur de Lulenge, en territoire de Fizi, au Sud-Kivu.

Contentieux électoraux : Félix Momat appelle les invalidés à privilégier l'intérêt de la nation. Félix Momat, premier vice-président du parti politique Eveil de la conscience pour le travail et le développement (ECT) invite tous les invalidés et les non-élus à privilégier l'intérêt supérieur de la nation. « Ma loyauté indéfectible à Joseph Kabila, autorité morale du Front commun pour le Congo (FCC), ma famille politique que je continuerai à servir avec le même élan patriotique », peut-on lire dans ce document.

La RDC et le Burundi s'engagent à redynamiser leur coopération bilatérale. Le président burundais Pierre Nkurunziza et son homologue congolais, Félix Tshisekedi ont échangé pendant deux heures au Palais présidentiel de Rohero. Felix Antoine Tshisekedi et Pierre Nkurunziza ont évalué la coopération entre les deux pays et relevé le faible niveau de mise en œuvre des accords existants. Les deux Chefs d'État ont recadré la stratégie de redynamisation de cette coopération par la redéfinition d'un nouveau programme de travail (...). Les questions sécuritaires n'ont pas échappé aux entretiens entre les deux Chefs d'État. A Kinshasa tout comme à Bujumbura on s'est montré déterminé à éradiquer les forces négatives qui écumant la zone frontalière de la Ruzizi.

Samedi 15 juin.

Douze creuseurs artisanaux sont morts asphyxiés en Ituri, dans une carrière minière à Mambasa dans la chefferie de Bomboo en Ituri, à plus de 400 km de Bunia. Les victimes ont allumé une motopompe dans une mine souterraine artisanale. C'est ainsi qu'elles ont manqué d'oxygène, a expliqué vendredi 24 juin l'administrateur de ce territoire, Idris Koma Kukodila.

Ebola en RDC : 24 nouveaux cas et 7 décès. Le ministère de la Santé a annoncé jeudi 24 nouveaux cas confirmés de la maladie à virus Ebola dans les provinces du Nord-Kivu et Ituri. Six nouveaux décès ont été enregistrés : trois décès communautaires à Mandima et à Mangurujipa ainsi que trois autres décès hospitaliers aux centres de traitement Ebola, un à Katwa en RDC et deux autres à Bwera en Ouganda. Treize cas sont signalés à Mabalako, quatre à Beni, un à Katwa, un à Mangurujipa, au Nord-Kivu. En Ituri, trois cas ont été signalés à Mandima ainsi qu'un autre cas à Rwampara.

Goma : 25 officiers et cadres des FARDC et de la PNC formés en gestion des armes et munitions. Vingt-cinq officiers et cadres de l'armée et de la police, dont deux femmes, ont reçu vendredi 14 juin des diplômes d'armuriers et de munitionnaires au camp de formation de la police à Mugunga ; à l'issue d'une formation de 14 jours sur la gestion des magasins d'armes et munition. A cette occasion, le chef de projet du Service anti-mines des Nations unies (UNMAS), Didier Bastien, a souligné que l'un des objectifs de cette formation était de faire de ces officiers, des techniciens qui travaillent dans les normes de sécurité internationales. La session a été organisée par le Service anti-mines des Nations unies.

L'Assemblée nationale clôture sa session ordinaire sans avoir investi le gouvernement. L'Assemblée nationale clôture ce samedi 15 juin sa session ordinaire de mars, conformément à la constitution, avoir organisé les élections au sein des commissions permanentes, ni mis en place le comité de sage, et surtout, sans avoir investi le gouvernement. Cette clôture solennelle intervient dans un contexte de crise après la plénière de vendredi dernier et la suspension, par l'opposition Lamuka, de sa participation aux plénières. Cette session se clôture alors que le peuple congolais est toujours dans l'attente de la publication du nouveau gouvernement. Une session extraordinaire est donc envisageable pour l'Assemblée nationale, alors que le Sénat va poursuivre normalement sa session inaugurale jusqu'à l'installation de son bureau définitif. Commissions parlementaires installées. Les 10 commissions permanentes de l'Assemblée nationale ont été officiellement installées au cours de la plénière de vendredi. Chaque commission compte en moyenne 40 députés.

Kinshasa : remise officielle du musée national au gouvernement. Après trois ans des travaux de construction, l'ambassadeur de la Corée du Sud a remis officiellement au gouvernement congolais les clés du Musée national de la RDC, vendredi 14 juin. Le directeur désigné du nouveau musée, le professeur Henri Bundjoko, estime que le contenu culturel du musée doit être enseigné aux enfants et légués aux générations futures. D'une superficie de 6000 m², la bâtisse comprend trois grandes salles, où sont déjà exposés douze mille objets du patrimoine culturel congolais de toutes les périodes, de la préhistoire à la période postcoloniale. C'est en novembre prochain que le musée sera officiellement inauguré.

La RDC et l'Ouganda prennent des mesures communes contre Ebola. Après l'apparition du premier cas déclaré positif à la maladie à virus Ebola en Ouganda le mercredi 12 juin, une réunion s'est tenue à Kasese en Ouganda, en environ 140 Kms de Beni, entre les autorités sanitaires ougandaises et congolaises, pour mettre en place stratégies de collaboration transfrontalière enfin d'éviter la propagation de cette maladie. Les deux partis ont résolu de renforcer la surveillance aux points d'entrée, particulièrement les voies secondaires, de maintenir le partage continu d'informations en temps réel.